

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 19 — DIMANCHE 20 NOVEMBRE 1977 — N° 561 Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Helmut Berlinguer

Après un attentat contre un membre du PCI, patron d'une entreprise publique, le parti de Berlinguer appelle les travailleurs à la «vigilance». Plus précisément, à la délation, pour laquelle l'attentat sert de justificatif.

En effet, adoptant des procédés que ne désavouerait pas Helmut Schmidt, le PCI écrit dans l'Unità : «La défense de l'État démocratique ne peut être déléguée seulement à la police et à la magistrature. Si des groupes violents ou leurs complices existent dans une usine, ils doivent être dénoncés par les travailleurs.»

On sait que pour le PCI, comme il l'a manifesté déjà à de nombreuses reprises dans le passé, est «complice de violence» et mis sur le même pied que les fascistes, tout révolutionnaire qui rejette sa politique de collaboration de classes, dans le cadre du «compromis historique». Et la précision apportée ici, par l'Unità : «Dans une usine» vise particulièrement les ouvriers révolutionnaires. Assurément, le parti de Berlinguer ne fait rien pour démentir le titre de «nouvelle police» que le mouvement étudiant lui a décerné cette année.

Sadate à Jérusalem

Le monde arabe refuse la capitulation



Les masses arabes ont toujours soutenu la cause palestinienne

(Lire en page 8)

«Israël en fête», «dialogue», «espoir»: ces qualificatifs employés à profusion par la presse et la télévision, cachent mal le fait que ce qu'on nous présente comme l'établissement d'un consensus entre les pays arabes et l'État sioniste, n'est qu'un acte de capitulation du chef d'État égyptien, cédant ainsi aux manœuvres de Begin, le terroriste.

Dans le monde arabe, qui désavoue, y compris en Égypte, toute capitulation, les illusions n'existent guère sur les promesses de paix des sionistes, sait combien l'existence même de l'État sioniste, fondé sur l'expansionnisme et la colonisation, est une menace permanente pour les peuples du Moyen-Orient, et que toute reconnaissance officielle, toute caution publique qu'on lui apporte, ne peuvent que servir d'encouragement à de nouvelles agressions d'Israël.

A l'heure où la soldatesque israélienne redouble ses attaques contre le Sud-Liban, Sadate fait fermer au Caire «la voix de la Palestine». Ce n'est pas la première fois que l'on veut faire taire ainsi la voix de la révolution et de la libération pour une politique qui ne peut profiter qu'aux impérialistes, aux super-puissances. Mais ceux-ci craignent déjà que l'isolement de Sadate ne soit le prélude à une mobilisation renforcée d'un monde arabe sur le qui-vive face à l'éventualité d'une nouvelle guerre déclenchée par Israël, aujourd'hui «en fête» !

rale de mobilisation qui ressort de cette journée.

Pour les jours à venir, l'action continuera, avec notamment les diverses initiatives prises par les avocats français volontaires pour défendre Croissant. Des syndicats et des personnalités continuent à dénoncer cette atteinte aux libertés démocratiques. (Lire en page 7)

L'extradition de Klaus Croissant

Vague de protestations

L'extradition scandaleuse de Klaus Croissant par le gouvernement de Giscard ne pouvait rester sans riposte. C'est bien ce qu'on a vu vendredi soir, avec les nombreuses manifestations qui se sont déroulées à Paris comme en province. Les incidents causés par des «marginiaux» lors du défilé de Paris ne peuvent effacer l'impression générale

Mesures anti-immigrés

Manifestation à Paris



Les mesures Stoléro contre les travailleurs immigrés conduisent à une première riposte samedi après-midi à Paris. Les mesures scélé-rates du gouvernement signifient l'aggravation de la répression permanente que subissent les immigrés : pression pour qu'ils fassent leur valise, arrêt de l'immigration familiale, arrêt de toute délivrance de carte de séjour et de travail.

Travailleurs français et immigrés, nous devons exiger l'abrogation de ces mesures de division et nous unir pour faire payer sa crise à la bourgeoisie.

(Lire en page 6)

Procès Pailleron : 2^e journée

Au second jour du procès Pailleron, on a presque oublié l'incendie tragique du CES. Le procès s'enlise dans la confusion et les responsables inculpés passent leur temps à masquer leurs responsabilités derrière le maquis des règles administratives. Quelle que soit la responsabilité exacte, il apparaît déjà que la sécurité d'air le cadet de leurs soucis.

(Lire en page 4)

Égoutiers : 5 nouveaux ateliers occupés

Vendredi, les égoutiers se rendaient en manifestation chez Beullac : refus de négociation ! Face aux attaques de Chirac contre leur syndicat CGT, face à l'intransigeance de l'administration, les égoutiers durcissent la lutte : 5 nouveaux ateliers ont été occupés. Ils ont aussi diffusé des milliers de tracts, qui ont reçu un accueil chaleureux des travailleurs de Paris.

(Lire en page 3)

L'enjeu des élections grecques

Dimanche, le peuple grec est appelé à élire un nouveau Parlement.

La politique étrangère menée par Caramanlis depuis la chute des colonels, pour un pays qui occupe une position charnière à proximité de l'empire soviétique, est en arrière-fond de ce vote. Mais aussi la politique d'austérité qui serait renforcée encore par l'adhésion envisagée au Marché commun.

(Lire en page 9)

LUTTES OUVRIERES

Menuiseries industrielles de l'Est (Thionville) : occupation contre la fermeture

Les travailleurs, au nombre de 67, de la «Menuiserie Industrielle de l'Est» située à Thionville, ont décidé jeudi d'occuper leurs locaux de travail, après l'annonce de leur licenciement par un syndic. Il faut dire, que le 14 octobre, la direction de cette entreprise spécialisée dans la fabrication de portes et fenêtres, avait déposé le bilan. Les travailleurs avec leurs sections syndicales CGT et CFDT sont déterminés à s'opposer au chômage !

Augmentation du chômage dans la région parisienne

Le chômage a augmenté fortement dans la région parisienne au cours de ces derniers mois. Qu'on en juge : alors qu'au mois de mai, on dénombrait dans la région Ile de France, 320 000 chômeurs, ces derniers sont aujourd'hui 352 000.

En août de cette année, le nombre de sans emploi avait augmenté de 20% par rapport au mois d'avril de l'année dernière. En septembre de cette année, le chiffre est de 16,7 % en hausse par rapport au même mois de l'année 76 !

Parmi les chômeurs, 59 302 sont des jeunes de moins de 25 ans (30,4 % de plus qu'au 1^{er} septembre 1976). Parmi ces jeunes, plus de 17 % sont à la recherche d'un premier emploi et sortent de l'école, notamment des CET, ce qui fait une augmentation de 37,8 % depuis un an. Ils sont aujourd'hui plus de 20 500. Près de la moitié de ces chômeurs, ne touchent aucune indemnité, l'autre moitié est loin de toucher les 90 % !

Pau : la police contre les éducateurs en grève

Les éducateurs d'un centre de «L'enfance inadaptée» de la DASS à Pau (château de Perpignan) à l'appel de leur section syndicale CFDT, occupaient l'établissement pour s'opposer à des licenciements. La direction de la DASS pour toute réponse à envoyé les flics qui ont évacué les locaux, en expulsant les grévistes. Ceux-ci n'en continuent pas moins leur mouvement.

P.D.G. poursuivi pour entraves au C.E.

Le PDG de la Société Colombet-Charreyre, une filiale de Creusot Loire qui fabrique du matériel de soudage à Firminy, vient d'être inculpé par le doyen des juges d'instruction de Saint Etienne, pour entraves au fonctionnement du comité d'entreprise. Le secrétaire du CE, M. Depp, de la CGT, avait porté plainte en juin dernier et s'était constitué partie civile. L'Union locale CGT déclare dans un communiqué : «Depuis, d'autres infractions ont été relevées, et l'inspecteur du travail en a été saisi, afin que soit dressé un procès verbal pour chacune d'elles».

La S.P.L.I. licenciée en Bretagne

La direction de la société parisienne de lingerie indémaillable (SPLI), vient d'annoncer 166 licenciements : 86 à l'usine de Rennes, 52 à celle de Fougères, et 28 à Saint Brice en Coglès. On se souvient que dans une première étape, la direction de la SPLI avait essayé de camoufler ces licenciements en offrant une prime aux «départs volontaires». Les travailleurs s'étaient vigoureusement opposés à cette manœuvre, elle était tombée à l'eau.

Depuis un an et demi, l'entreprise a licencié ou n'a pas placé 450 travailleurs dans ses trois usines bretonnes. La direction se retranche, comme c'est devenu une habitude dans cette branche, derrière la concurrence étrangère. A la fin de l'an dernier, elle employait encore 1 741 personnes, dont 99 % de femmes. Le quart des emplois environ a donc été supprimé, dans une région où le chômage est très fort. Rappelons qu'à Fougères, les Réo mènent la lutte, depuis près de 2 ans, contre leur licenciement.

Hors-statuts de la Faculté des sciences d'Orsay

LA LUTTE POUR L'INTEGRATION

●A la faculté, 400 travailleurs ont été embauchés (les premiers il y a 18 ans !) sur des crédits divers sans bénéfice de garanties statutaires. La plupart de ces «hors statuts» sont des administratifs, des techniciens, du personnel de cantine. Ils n'ont cessé de revendiquer leur intégration sur postes stables de la recherche ou de l'éducation nationale.

Maintenant le Ministère accepte d'en intégrer 270 en 4 ans. Cette année 123 sont intégrés mais, en contrepartie, le ministère prétend leur contester l'ancienneté et la qualification acquises. Conséquences pour 52 d'entre eux : une perte de 70 à 1 100 F pour des salaires allant de 2 000 à 4 000 F.

De plus l'intégration étant rétroactive au 1^{er} janvier 77, ils devraient reverser le soi-disant «trop perçu».

Il est question d'une «indemnité différentielle», qui ne compenserait qu'en partie la différence entre l'ancien et le nouveau salaire.

Le mauvais coup a déclenché la colère des hors statuts.

LES ÉTAPES DE LA LUTTE

Le 3 octobre les hors-statuts ne réussissent et se mobilisent à l'appel de la CGT, seul syndicat vraiment implanté chez eux.

Ils multiplient alors les journées de grève à l'appel des syndicats CGT, CFDT, et FEN, tous les personnels de la faculté tiennent des assemblées, débrayent manifestent sur la faculté pour les soutenir.

Le mercredi 12 octobre tous les personnels s'associent à la grève des hors-statuts en manifestant au SEU et devant les Finances. La manifestation est très combative. La lutte des hors-statuts se poursuit sans faiblir. Mais il apparaît que l'unité entre CGT et CFDT est basée sur un malentendu, la CFDT considère que la solidarité doit être le moteur de la mobilisation des au-

tres personnels. La CGT impose comme préalable à cette mobilisation la prise en compte de toutes les revendications de toutes les catégories. Démarche tout-à-fait artificielle comme va le montrer l'échec retentissant de la journée nationale d'action de la Fonction publique, le 26 octobre. Avec un catalogue fourre-tout, les responsables CGT attendaient plus de manifestants le 26 que le 12 : ce fut le contraire.

Et toujours aucun résultat.

Dès le 26, pour que les hors-statuts gagnent, la CFDT propose une grève prolongée de tous les personnels, en soutien aux hors-statuts eux-mêmes en grève.

Les dirigeants CGT, qui refusent ouvertement de s'appuyer sur la solidarité, veut alors dissuader les

hors-statuts de se mettre eux-mêmes en grève reconductible. On sent un vent de découragement.

La majorité des hors-statuts ne voit dans l'opposition CFDT-CGT qu'une polémique contraire à leurs intérêts, mais une minorité exprime de plus en plus haut sa volonté de durcir la lutte.

Le 8 novembre, la direction CGT cherche à consolider sa majorité à la faveur d'un vote à bulletin secret, écartant la grève reconductible.

Pour une minorité de hors-statuts et pour la CFDT, il faut se donner les moyens de gagner, même si provisoirement la minorité doit se séparer de la majorité, et la CFDT de la CGT.

Après bien des hésitations et des discussions, d'une part une minorité de hors-statuts s'organise de façon autonome et décide la grève reconductible à partir du mardi 15 novembre, d'autre part la CFDT appelle, en soutien aux hors-statuts, à une grève générale reconductible à partir du même mardi.

Manifestation contre le chômage dans l'Essonne



CCR (Thomson) à Villefranche

ENCORE UN ACCIDENT TRES GRAVE

Pour la deuxième fois en 9 mois, un accident très grave est survenu dans l'usine :

— Un mort en mars : un cariste écrasé par un chariot élévateur ;

— Un blessé grave vendredi dernier : un contre-maitre écrasé par une machine automatique, alors qu'il contrôlait les pièces. Ces accidents ne sont pas dus à la fatalité.

En effet, la CCR est une usine où les cadences de travail sont les plus fortes à Villefranche. Depuis plu-

sieurs mois, la direction étudie tous les moyens pour intensifier les cadences et charger plus les postes de travail sur les chaînes. Cette machine automatique qui a fait une victime a été installée à la rentrée de septembre et remplace 5 travailleurs 9 heures par jour.

Aucune sécurité n'est prévue au cas où un travailleur franchit la chaînette de protection, alors qu'il serait nécessaire de rajouter une cellule photo électrique.

La Thomson, bague capitaliste a fait un choix : celui du profit avant la sécurité. Les nombreuses questions des travailleurs sur ce nouvel accident grave trouvent une réponse dans la réflexion de l'un d'entre eux : «la direction nous pousse sans arrêt à aller plus vite, c'est ce qui fait arriver les accidents». Les travailleurs sauront imposer par la lutte une sécurité efficace dans l'usine.

Corr. Villefranche

LA «GESTION DÉMOCRATIQUE» DU PCF

La CFDT, interdite de parole par les dirigeants CGT dans les premières AG de hors-statuts, a pu ensuite s'exprimer à la demande de ceux-ci. Elle n'a jamais cherché à leur imposer un point de vue sur lequel ils étaient encore partagés. Une compréhension mutuelle s'est développée entre les militants de la CFDT et la minorité de hors-statuts qui a osé prendre en main ses propres intérêts. Enfin, la CFDT a su montrer à tous en termes simples l'enfer CGT dans les premières AG sepréter à l'anti-cégétisme.

La CGT, dans cette lutte, est apparue plus que jamais comme l'instrument du PCF qui tient les rênes à la fac : l'appel à la mobilisation de tous, chacun sur ses revendications, c'est l'appel à l'unité de la serveuse de cantine (payée 2 000 F et souvent hors-statuts) au professeur en chaire (payé jusqu'à 13 500 F et jamais hors statut).

La lutte ne doit pas entraver le fonctionnement de la fac. Le PCF veut en faire un modèle de «gestion démocratique», un îlot de paix sociale où tous ont le même ennemi : les «25 monopoles». Une grève prolongée sur la fac ferait donc le jeu du SEU !

«Pouvoir à la base», «démocratie syndicale», «autogestion», tout ce vocabulaire repris à la CFDT par Marchais, il n'en est évidemment pas question à Orsay pour le PCF qui tient le manche.

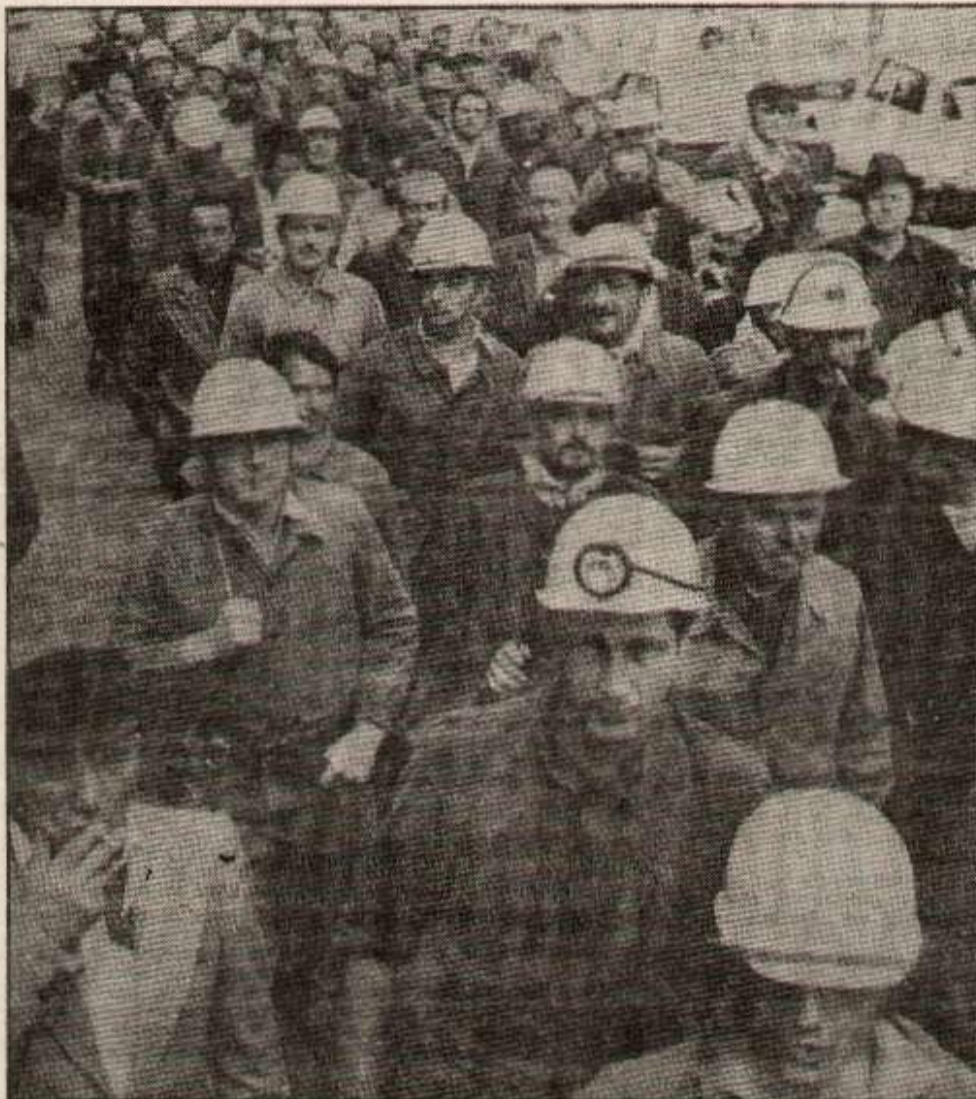
Tous à Orsay dans la grève reconductible pour l'intégration de tous les hors-statuts sans déclassement ni perte de salaire.

Cercle d'ORSAY du PCRml

Un camion contre des grévistes

Jeudi, un camion conduit par un récupérateur, M. Guillaume, a foncé sur trois grévistes qui se tenaient devant leur usine, l'entreprise Boismorand à Mitry-Mory. L'un d'entre eux, Michel Mafenne, est toujours à l'hôpital de Villepinte, au service des grands soins. Ces jours ne sont plus en danger aujourd'hui. Cette agression a été commise pendant que la plupart des travailleurs s'étaient rendus au tribunal de Meaux.

Égoutiers parisiens : cinq nouveaux ateliers occupés



UN TOURNANT DECISIF

Une fois de plus, les trompettes des égoutiers ont résonné dans les rues de Paris. Après avoir organisé une dizaine de manifestations déjà, au bas mot, les grévistes se sont rendus vendredi matin à 10 heures, dans les quartiers huppés des Invalides soutenir une délégation de leur bureau syndical CGT se rendant au ministère du travail. Les centaines de flics, les dizaines de cars de CRS, autour des bâtiments ministériels, prêts à intervenir à la moindre alerte, laissaient clairement présager dès 10 heures, des intentions de Beullac, avant même que ne se tienne cette nouvelle réunion.

Vers 11 h 30, la délégation CGT rendait compte brièvement de la discussion : « Nous avons été reçus non pas par Beullac mais par son directeur. Sa position est simple : pas de négociations tant que nous resterons en grève ! Il a déclaré qu'il restait neutre (!) dans le conflit engagé avec la mairie de Paris ! ».

Voilà qui n'a fait que confirmer l'intransigeance du pouvoir qui a franchi une nouvelle étape ces dernières 48 heures, notamment par des déclarations multiples. Chirac en vient maintenant à porter de graves attaques et insultes à l'encontre de la section CGT, la traitant de « syndicat totalitaire ». Derrière cette attaque, ne se cache ni plus ni moins que la hargne de l'administration chiraquienne et le constat de son impuissance jusqu'ici, à faire reprendre les grévistes, avec quelques miettes. Cela cache mal aussi son dépit devant le fait que les égoutiers ont refusé de suivre FO et la CFTC dans leurs recommandations (voir encart) au calme.

Mais surtout ce que ne peut pas supporter Chirac, c'est que les égoutiers, au contraire se sont regroupés massivement et librement quoiqu'il prétende derrière le seul syndicat CGT, en y adhérant massivement, et ce avec un objectif affirmé

très clair : faire du syndicat grâce à l'apport de forces vives que constituent ces adhésions, un outil encore plus efficace pour mener à bien leur mouvement. Chirac qui s'apprête à envoyer prochainement une lettre individuelle à chaque égoutier, pour faire pression sur eux, aura fort à faire pour casser l'unité qu'ils ont construite jusqu'à ce jour !

VERS L'EXTENSION DEL'OCCUPATION

A vrai dire, les grévistes le disaient encore hier, ce ne sont pas ces attaques du loup qui crie au loup en fin de compte, qui constituent l'essentiel de leur préoccupations. Le problème central qui se pose avec de plus en plus d'acuité est bien le suivant : « Répétons-le, on ne tiendra plus des mois et des mois ! Alors, il nous reste une seule solution : durcir et vite, on aurait même du s'y prendre avant si l'on veut gagner ». Cette nécessité est d'autant plus grande que c'est Barre cette fois, au nom de tout le gouvernement qui a confirmé qu'il y aurait la plus grande intransigeance possible face au mouvement en sortant à nouveau une de ces petites phrases dont il a coutume « Ce n'est pas en soufflant dans des trompettes que l'on fera baisser

l'inflation ! ». Il est donc désormais clair que le mouvement est désormais entré dans une phase décisive.

C'est bien ce qu'ont compris les égoutiers jeudi soir et vendredi : l'occupation, en quelques heures seulement, s'est rapidement développée. Après l'atelier N° 16 (usine de relèvement des eaux) d'Auteuil, ce sont maintenant les travailleurs des ateliers 1 et 2, dits ateliers Mazas (M° Quai de la Rapée, c'est un autre point stratégique), qui occupent, suivis des égoutiers des ateliers 5 et 24 (Jussieu) et de Meneville !

L'inondation des archives du ministère de la marine, intervenue il y a trente six heures résultant de ces décisions, devrait donner à réfléchir au pouvoir, d'autant plus que les égoutiers en distribuant des milliers de tracts jeudi, dans les rues, ont reçu un chaleureux soutien de la part des travailleurs de Paris !

Les grévistes sont d'autant plus confiants, que vendredi, au cours d'un meeting improvisé, un représentant CGT des travailleurs d'Etat de la Villette (chargés de l'entretien du matériel des égouts) est intervenu pour confirmer leur engagement dans une grève totale à leur côté !

Les égoutiers avaient d'ailleurs rendez-vous ce lundi à 7 h 30 aux ateliers de la Villette pour faire le point avec leurs camarades de l'entretien et discuter de la riposte à apporter aux tentatives de certains jaunes de la Villette de s'engager dans l'attaque contre les ateliers occupés !

Richard FEUILLET

L'APPLICATION DE LA REFORME DE L'AIDE AU LOGEMENT RETRARDEE DE 6 MOIS

Les députés ont poursuivi l'examen des chapitres de la loi de finances pour 1978. Le rituel s'est poursuivi sans modification : les rapporteurs présentent des documents assez critiques sur les différents budgets, mais appellent néanmoins à la voter, ainsi en a-t-il été du budget du logement.

Le point essentiel de ce budget était la question de la réforme du financement du logement : aide person-

nalisée au logement (APL). Barrot, secrétaire d'Etat au Logement prévoyait de généraliser l'application de l'APL qui est déjà expérimentée dans 12 départements pilotes dès le 1^{er} janvier. Le corollaire de cette généralisation de l'APL étant la suppression de l'aide à la pierre dont bénéficient les constructeurs de logements sociaux, ces derniers ont obtenu que l'APL ne soit généralisée qu'à partir de juillet 1978. A cette date,

l'ancienne allocation-logement sera supprimée, les locataires, bénéficieront selon leurs revenus d'un chèque logement mensuel qu'ils ne pourront que verser à leur propriétaire.

Autre conséquence de cette réforme, le prix des loyers HLM va connaître une forte augmentation à peine compensée pour ceux qui y auront droit par la revalorisation de l'APL par rapport à l'ancienne allocation logement.

La rentabilisation de Rungis

DES MESURES POUR LES GROSSISTES PAS CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

Le gouvernement a rendu public ce jeudi 17 novembre une série de mesures destinées à rationaliser le marché de Rungis et surtout à le contrôler. Les 350 grossistes qui commercialisent les 1,2 millions de tonnes de fruits et légumes — soit le 1/5 du marché national — échappaient en grande partie au regard gouvernemental. Et cela, bien qu'ils réalisent quelques 4 milliards de francs de chiffre d'affaire, nombre qui n'étonnera personne au vu de la hausse de prix de ces produits.

Toutefois les mesures prises visent bien sûr moins à enrayer les abus de la hausse des prix qu'à rentabiliser la SEMMARIS, société gestionnaire du marché, qui a accumulé à ce jour un déficit de 88 millions de francs.

Pour résorber ce déficit, l'Etat prévoit de modifier les contrats de manutention et de nettoyage ce qui peut signifier notamment des licenciements et le blocage des salaires.

En ce qui concerne le contrôle des grossistes, l'Etat va réorganiser la profession en créant un organisme GIE chargé de racheter les fonds de commerce, d'indemniser les partants, et d'inciter les entreprises au regroupement. Autrement dit, en réduisant le nombre des grossistes, le gouvernement risque fort de créer en les finançant par des fonds publics, des situations de monopoles dont

on connaît le pouvoir de monter les prix à leur plus grand profit. Dans ces conditions, on comprend mieux que la volonté affichée de comptabiliser les entrées et les sorties du marché et qui viserait à rendre le marché « plus transparent », nuiera en rien aux spéculations des grossistes, et d'ailleurs il est bien précisé qu'aucune contrainte ne sera exercée afin de ne pas paralyser le marché...

En fin de compte les mesures du gouvernement en ce qui concerne les prix ne vont rien changer ; et si restructuration il y a, elle est tout au bénéfice de la profession de grossistes, et donc au détriment du porte monnaie de la ménagère.



Manifestation des chercheurs hors-statuts

Le refus de la titularisation à bon marché

Jeudi matin, à l'appel de la CGT, de la FCDT et de la FEN a eu lieu une manifestation de solidarité avec le personnel hors-statuts. Les « hors-statuts », ce sont les 10 000 chercheurs qui ont été recrutés par les services publics — notamment les universités — en dehors des voies administratives régulières. Il s'agirait alors d'éviter les « lourdeurs de l'administration ». Mais en fait de facilité d'intégration, la si-

tuation est aujourd'hui catastrophique puisque le temps des difficultés économiques venues, le gouvernement prend prétexte du caractère marginal du statut de ce personnel, pour refuser la titularisation — au nom de la défense corporatiste du personnel titularisé ! — ce qui revient dans les faits à licencier massivement.

Récemment, le gouvernement a pris un certain

nombre de mesures dont le caractère discriminatoire a provoqué une révolte chez le personnel hors-statuts : il s'agissait ni plus ni moins de ne pas prendre en considération le personnel dans les associations type 1901, de diviser les chercheurs et même imposer à certains des examens pour juger de leur capacité ! Le personnel hors-statuts refusant ces divisions, envisage de nouvelles ripostes.

Procès Pailleron, deuxième journée

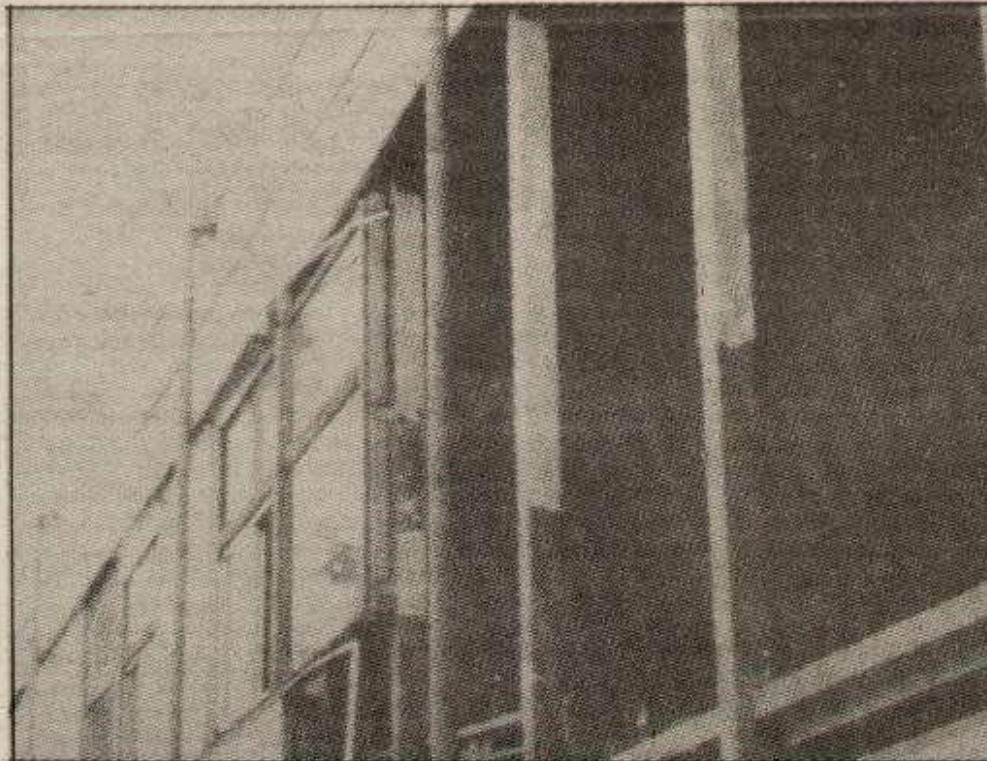
DANS LE MAQUIS ADMINISTRATIF

La deuxième journée du procès a été consacrée à l'interrogatoire de Jean Reynaud et d'Albert Bouzoud, hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale et de l'Équipement. De débats parfois confus, surtout dans la matinée, il se

dégage au moins une certitude : les fonctionnaires de l'administration s'abritent derrière les ambiguïtés des rôles respectifs de leurs services pour nier toute responsabilité en matière de sécurité des bâtiments scolaires.

Jean Reynaud, à l'époque directeur de la DESUS (Direction des Établissements Scolaires, Universitaires et Sportifs) se veut avant tout un gestionnaire financier chargé d'utiliser à plein les crédits de construction de l'Éducation Nationale et de mettre en œuvre un programme accéléré de CES pour répondre aux besoins de la réforme Fouchet. L'agrément donné aux entreprises de construction industrialisée, c'était son service technique qui s'en occupait et, lui-même incompetent en la matière, il lui faisait confiance. La surveillance des travaux particuliers, ce n'était plus son affaire. Était-ce alors celle du SCAP (Service Constructeur de l'Académie de Paris) ? Son directeur Albert Bouzoud, tout en laissant entendre que de toute façon Reynaud ne lui laissait guère de pouvoirs, niera à son tour toute compétence à surveiller l'exécution des travaux de sécurité. Sa tâche se limitait à contrôler que l'architecte «faisait son travail» et que les fournitures arrivaient dans des délais et à des prix raisonnables.

La DESUS au moins ne devait-elle pas s'assurer que les avant-projets présentés par les entrepreneurs respectaient les règlements de sécurité ? Oui, mais, selon Reynaud, l'avant-projet n'était pas critiquable de ce point de vue. Cette affirmation sera contestée par le procureur général qui fit remarquer que curieusement l'avant-projet de la S.A. Constructions Modulaires ne prévoyait pas le passage des canalisations de gaz, et par les avocats de la partie civile (les familles des victimes) : c'est ainsi que Maître Voisin fera état d'un document du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), en date d'avril 68, donnant des limites précises à l'utilisation du sopaland (matériau combustible). Ces indications n'ont pas été respectées. Étonnement de Reynaud qui affirme n'avoir jamais eu connaissance de ce texte... Étonnement aussi quand Maître Lafon lit un document anglais expliquant pourquoi les compagnies d'assurances exigeaient une modification des contrats d'assurance des collèges en Angleterre : ces collèges construits selon le procédé utilisé ensuite pour Pailleron, avaient une fâcheuse tendance à prendre feu : 18 incendies en 1965, 53 en 1969, 62 en 1971 et 109 entre 72 et 74. Rey-



Le feu s'est transmis dans l'espace vide derrière les panneaux de façade. L'amiante ne recouvre qu'à moitié les barreaux.

naud explique qu'il n'était pas au courant de ces incendies, malgré la visite qu'il fit en Angleterre pour voir les collèges réalisés par la maison-mère de la S.A. Constructions Modulaires.

Irresponsabilité, incompetence, sont les maîtres-mots de ce système de défense. Reynaud proclame son souci de la sécurité mais aucun fonctionnaire de son équipe n'est précisément spécialiste dans ce domaine et n'est chargé de vérifier sur le terrain la valeur des travaux. Bouzoud, lui, rappelle qu'en tant qu'ingénieur des Ponts et Chaussées, les problèmes d'incendie sont le cadet de ses soucis : les routes et les ponts ne brûlent jamais...

C'est ainsi que son service, outre les observations sur le mauvais état du terrain choisi pour le CES Pailleron, fera des remarques sur la grandeur exagérée du garage à vélos ou celle trop réduite au contraire du bureau du directeur. Sur la sécurité contre l'incendie, rien. Il ira jusqu'à dire que c'était au directeur de l'établissement de s'en préoccuper éventuellement (le CES une fois terminé, donc !).

On en arrive ainsi à la conclusion que la caractéristique principale des responsables de l'administration c'est d'être selon leurs propres paroles... des irresponsables.

Une irresponsabilité tout de même responsable de vingt morts !

Le procès reprendra jeudi prochain avec la poursuite des interrogatoires.

Claude ANCHER

Un film sur l'incendie du CES Pailleron

Afin d'informer plus complètement l'opinion sur les causes de l'incendie du C.E.S. Pailleron, nous avons décidé de diffuser le film-constat réalisé par notre association dans quatre salles de cinéma parisiennes, par roulement, pendant quatre semaines (16 salles en tout).

Les projections débuteront pendant la semaine du 23 au 29 novembre dans les salles :

— Studio Saint-Séverin : 12, rue St Séverin (5^e). Tel : 033 50 91 (En complément de Harlan County).

— La Clef : 21, rue de la Clef (5^e). Tel : 337 90 90 (En complément de Nous sommes tous des juifs arabes en Israël).

— La Pagode : 57 bis, rue de Babylone (7^e). Tel : 705 12 15 (En complément de Adom ou le sang d'Abel).

— Action-Christine : 4, rue Christine (6^e). Tel : 325 85 78 (En complément de Footlight Parade).

UN FILM. POURQUOI ?

L'Association a pris l'initiative de réaliser elle-même un film qui est le constat de ce que l'on peut voir dans les décombres du C.E.S. Pailleron, dont l'incendie fit 20 morts le 6 février 1973. Elle y a inclus des images qui sont un témoignage sur la construction du bâtiment, la propagation du feu ainsi que la nature et la mise en œuvre des matériaux.

Ce film est un document essentiel pour éclairer et mettre en garde l'opinion publique, notamment les parents, les enseignants et les élus, sur les très graves dangers des constructions scolaires actuelles.

Face aux déclarations de circonstance et allégations du ministère de l'Éducation Nationale, ce film apporte une réponse et une contradiction concrètes.

Pour tout renseignement concernant la diffusion du film et l'organisation des projections, s'adresser à :

JEAN MAX CAUSSE
40, RUE D'HAUTPOUL
75 019 PARIS
Tel : 202 96 84

Marchais : la défense du sport d'élite

Marchais, au cours d'une conférence de presse sur le sport au lendemain du match France-Bulgarie, y a été de son message de félicitations à l'équipe de France c'est bon pour sa popularité, et lui a souhaité bonne chance pour l'Argentine. Le déroulement de la coupe du Monde en Argentine, pays où les libertés élémentaires sont quotidiennement violées ne pose aucun problème à Marchais. Pour lui, «La France doit aller en Argentine».

Exposant ses conceptions du sport, Marchais a également fait étalage de sa «culture sportive», l'Hu-

manité du lendemain s'émerveille de ce que le chef du PCF «fit étalage de connaissances assez précises pour rappeler que... la Hongrie venait de battre la Bolivie 6-0, en coupe du Monde».

En matière sportive, les conceptions de Marchais sont très proches de celles qui sont en vigueur actuellement : sport d'élite, appuyé sur le recrutement et la sélection. Seulement Marchais demande que le budget du sport soit doublé et que des moyens plus efficaces soient employés pour développer les performances sportives, à l'image de ce qui se fait en Allemagne de l'Est.

Les chewing-gum cancérogènes ?

Non ! assure Laroche-Hoffman-Givaudan (laboratoire responsable de Seveso)

La Food and Drug Administration américaine vient d'annoncer que des expérimentations faites sur la souris ont montré que le xylitol, sucre couramment employé dans la fabrication du chewing-gum provoquait des tumeurs malignes en particulier au niveau de la vésicule. Cette révélation est d'une importance considérable, compte-tenu du chiffre de la consommation de chewing-gum aux USA et en Europe. Les laboratoires Laroche, fabriquant le fameux xylitol, n'arrive pourtant pas à s'émouvoir en la circonstance. La firme qui dépend du trust tristement célèbre Laroche-Hoffman-Givaudan respon-

sable de Seveso, affirme que le remplacement total du sucre par le xylitol chez l'homme n'a produit aucun effet secondaire sérieux. Plus loin, elle reconnaît que «des cancers de la vésicule sont apparus chez des souris qui ont absorbé 20 % de leur nourriture sous forme de xylitol !»

Rappelons que c'est le même trust qui prétendait qu'à condition de ne pas manger les salades des jardins, la vie était possible à quelques pas de l'icmessa à Seveso. Depuis, les cancers du foie et les malformations congénitales ont prouvé la nocivité de la dioxine répandue par la Givaudan...

Le projet de loi sur «informatique et liberté» entériné par le sénat

Le Sénat a voté avec amendements le projet de loi relatif à la protection de l'individu devant le fichage par l'informatique. Pourtant l'unanimité des sénateurs a souligné le caractère anodin de cette loi dont les caractéristiques sont, premièrement, de ne pas répondre à la réalité déjà existante et deuxièmement, de pouvoir être tournée par n'importe quel gouvernement. Par exemple, la loi ne s'étendra pas aux fichiers manuels qui pourraient constituer le «terminal» des informations collectées par ordinateur et fourni, de main à la main, à la D.O.T. par exemple...

Bataille pour mars 78

JOUTE SUR LES EAUX BOUEUSES DE MARSEILLE

Par
Robert
RIVIERE

«Faisons ensemble une ville verte». Tous les Marseillais ont pu lire ce slogan pendant la campagne des dernières municipales. Defferre aurait-il peur que chacun sache que sa ville n'avait rien d'écologique ? Pour tenter de tromper ses électeurs à la veille des dernières municipales, il s'est lancé dans une campagne très coûteuse : «Marseille en vert». Cette campagne a surtout consisté à tapisser Marseille d'affiches vertes. C'est peut-être ainsi que Defferre comptait passer de moins de deux mètres carrés d'espace vert par habitant à dix mètres carrés ! Mais ce n'est là qu'un des multiples exemples dans cette municipalité où les opérations de prestige et de trompe-l'œil sont la seule véritable politique poursuivie depuis un quart de siècle avec l'argent des contribuables locaux et nationaux : le métro, présenté comme une panacée alors que les études commerciales elles-mêmes ont démontré qu'il ne solutionnera en rien le grave problème des transports en commun ; l'aménagement de la plage du Prado, autre fierté de Defferre, qui se garde bien de s'y baigner, sachant pertinemment que tous les égouts de Marseille se déversent directement dans la mer non loin de là ; la multiplication des comités d'intérêts de quartier (C.I.Q.) présentés comme des organismes de concertation alors qu'ils sont les piliers d'encadrement et de fichage de la population pour mettre au pas tous ceux qui se refusent à «faire passer la politique à long terme de la municipalité» comme l'a si bien dit Monsieur Olmetta, conseiller municipal defferriste.

Ne nous y trompons pas, si le journal *Le Point* a classé Marseille dernière grande ville écologique de France, ce n'est pas seulement parce que la réalité marseillaise le lui a permis. En regardant de près le classement des villes «écologiques», on se rend rapidement compte qu'il s'agit avant tout d'un classement politique : les quatre premières villes (Dijon, Caen, Metz, Bordeaux) appartiennent à la majorité, comme par hasard. Pour arriver à un tel résultat, quelle a été la recette du *Point* ?

UNE CONCEPTION BOURGEOISE DE L'ÉCOLOGIE

«La lutte écologique ne peut être limitée à la revendication pour des règlements et des techniques anti-pollution. La technique ne se combat pas avec la technique, la bureaucratie ne se détruit pas avec la bureaucratie, elle s'inscrit nécessairement dans la lutte politique et idéologique contre la classe sociale qui exploite et détruit les hommes et la nature». Cette conception des Amis de la Terre de Marseille n'a strictement rien à voir avec les «écologistes bien-pensants» vus par *Le Point*, pour lequel l'écologie se définit ainsi : «La recherche raisonnable d'un nouvel équilibre, d'un peu moins de béton, d'un peu plus de verdure, davantage de responsabilités aux élus, mais aussi plus d'information, d'action des citoyens...».

Parallèlement aux manifestants anti-nucléaires présentés comme «des commandos bardés de fer» et refusant le progrès, *Le Point* nous donne les exemples à suivre : «M. Valéry Giscard d'Estaing, parti en guerre contre les voies express et les tours», et le président du directeur de l'entreprise Leroy-Somer, M. Georges Chavanes plaçant «la cause des usines vertes à la campagne» et dénonçant «la société urbaine concentrationnaire» opposée aux «petites villes et villages où il fait bon vivre». C'est la tactique bien connue des pollueurs qui rient au scandale de la pollution ! Dans cette conception où

il n'est surtout pas question que les travailleurs dirigent effectivement en tout, rien d'étonnant à ce que la participation des habitants soit considérée comme deux fois moins importante que l'habitat, lui-même considéré comme une fois et demi moins important que les espaces verts, les transports et les nuisances. Même chose pour la recherche des énergies nouvelles.

MARSEILLE : LA RÉALITÉ CONCRÈTE DE LA GESTION DEFFERRISTE

Si *Le Point* a pu si facilement classer Marseille

est intouchable sauf en cas de force majeure. Beau coup n'hésitent pas à dire que : «Politique ou pas, M. Lacroix n'était pas sans ignorer que Defferre n'aurait jamais voulu communiquer ces mêmes chiffres, il aurait trouvé des chiffres plus politiques». Par exemple, les espaces verts par habitants dans Marseille n'auraient pas été de 2,1 m² par habitants (ce qui est déjà une estimation très supérieure à la réalité), mais de 10 m² selon l'objectif à atteindre fixé par Defferre ! Bien sûr, il ne serait pas alors précisé, comme le font remarquer les Amis de

truqué, aucune plage n'étant classée dans la catégorie «eaux de mauvaise qualité», «Alors que tous les articles sur la pollution des plages, notamment dans le journal *Que Choisir* disaient bien que les deux plages les plus polluées de France étaient Palavas et le Prado». Un membre des «Amis de la Terre» nous disait : «Je pense qu'ils ont dû prendre le classement en quatre catégories et le décaler d'un cran ; ainsi, le Prado qui est très pollué devient acceptable». Les Amis de la Terre s'appuient sur des résultats d'analyses non publiés ef-

des quartiers populaires qui n'ont pas les moyens d'aller ailleurs.

Pourtant, Defferre, sur la base des études existantes, savait pertinemment que cette plage est un véritable bouillon de culture où se retrouvent tous les éléments des égouts de Marseille non épurés, poussés par les courants. Au mépris de la santé des masses populaires et des touristes, Gaston Defferre a aménagé tout un réseau de bus gratuits drainant les Marseillais des quartiers jusqu'à cette place. Une «enquête» du journal *Le*

Provençal, journal de Defferre, publiée en octobre, pouvait ainsi annoncer que «du 15 juillet au 28 août, le nombre des entrées a été estimé à 110 000 personnes, avec des pointes de 9 000 personnes, notamment le dimanche 24 juillet».

«L'eau vous paraît-elle propre ?» ont demandé les enquêteurs du journal *Le Provençal*, jouant sur le manque total d'information des baigneurs sur la qualité des eaux. Plus de 73 % ont donc répondu oui.



Ce n'est que la pollution visible ; la pire, c'est celle qu'on ne voit pas, déversée en mer par les égouts et qui font des plages de Marseille les plus polluées de France.

ville la plus anti-écologiste de France, c'est parce que la réalité de la gestion municipale l'a beaucoup aidé. C'est ce qui explique les vociférations de Gaston !¹ lorsqu'il reproche à son vieux collaborateur, M. Lacroix, chef des services techniques de la ville d'être «un technicien et pas un politique». En effet, «un politique» n'aurait jamais pris l'initiative de communiquer des chiffres calqués sur la réalité, à moins de profiter de l'absence du «Patron» pour régler quelques petits comptes personnels.

N'oublions pas que les chiffres ont été communiqués au *Point* au mois d'août, seule période de l'année où Gaston Defferre, en croisière sur son yacht

la Terre de Marseille : «Pour en arriver à 10 m² par habitant, il faudrait multiplier par 6 tous les espaces verts existants (ou par 14 si l'on ne tient compte que des espaces verts dignes de ce nom). Le budget actuel de 15 millions serait alors de 100 millions».

UN EXEMPLE DE VÉRITÉ «POLITIQUE» VU PAR DEFFERRE

En juin dernier, le classement des plages de France avait relégué la plage du Prado dans le groupe des «eaux momentanément de mauvaise qualité». Déjà, les Amis de la Terre de Marseille nous faisaient remarquer que ce classement était

fectués par la Cellule Départementale d'Intervention et de Lutte contre la Pollution (le CELCOP) qui concluait que «l'application stricte de la directive européenne conduirait à la fermeture de la plage du Prado toute l'année». Mais Defferre, responsable de la délégation municipale à l'écologie qu'il a lui-même créée le 3 juin 77 et qui n'a jamais fonctionné, a caché cette vérité jugée trop technique, pour une vérité plus «politique» décrétant qu'à partir du 1^{er} juillet 77, la plage du Prado serait «une mer purifiée». A cette date, Defferre a fait ouvrir la plage du Prado aménagée en plusieurs plages et alvéoles afin de gagner de la place et surtout les suffrages des Marseillais

LES VIRAGES DU PCF

En juin dernier, lorsque le préfet de région a fait connaître le classement des plages dans les Bouches-du-Rhône, la politique d'union poursuivie par le PCF en vue d'une «bonne actualisation du programme commun» l'a amené à conclure dans le journal *La Marseillaise* que «les résultats d'ores et déjà obtenus permettent de classer les plages des Bouches-du-Rhône d'une manière honorable par rapport à la moyenne française et l'édification de stations d'épuration en cours, dont le lancement est prévu pour les prochains mois, doivent sensiblement améliorer les résultats.»

Non seulement le PCF passait alors sous silence le trucage du classement, mais affirmait lui aussi une contre-vérité, sachant pertinemment que «des stations d'épuration en cours» n'amélioreraient rien ! (1)

Après le classement du *Point*, la situation politique avait changé : la désunion de la gauche se confirmait et Defferre n'était pas le dernier à mettre de l'huile sur le feu. Plus question de mettre des gants, tous les coups sont permis et dans *La Marseillaise* du 18 octobre, le PCF affirme sous le titre «Marseille, lanterne rouge de l'écologie» : «Les résultats ne sont pas pour nous surprendre. L'une des principales raisons d'être de notre journal est précisément la dénonciation de cette situation peu honorable de Marseille qui fait d'elle en dépit de toutes les déclarations optimistes la lanterne rouge de l'écologie.»

Précisons que cette «dénonciation» n'est pas allée jusqu'à publier les dossiers des Amis de la Terre de Marseille et que, bien au contraire, toutes les initiatives allant dans ce sens ont été fermement repoussées par le PCF. Mais quand il s'agit de démontrer le «virage à droite» du PS, certaines vérités longtemps cachées ressortent : «Marseille, première métropole régionale mais dernière pour le cadre de vie ! Des transports et un habitat médiocre, des espaces verts inexistant dans la plupart des quartiers, des nuisances peu ou mal combattues ; envahissement de l'auto, précarité de la sécurité des citoyens, bruit, milieu toxique, absence d'auto-épuration, etc. Tout ce qui concourt à une dégradation évidente de la «qualité de la vie» revendiquée bien à tort, il nous semble, dans nombre de discours officiels.»

L'honnêteté passagère du PCF ne va pas jusqu'à préciser qu'il sort ces affirmations grâce aux dossiers publiés par les Amis de la Terre de Marseille.

(1) : Pour une meilleure connaissance de la situation concrète de la pollution à Marseille, écrivez aux Amis de la Terre de Marseille, 7 Bd National 13 001 Marseille. Tel : 50 42 31. Ils ont élaboré une excellente brochure : «Marseille, Cassis... plage interdite» (2 francs).

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE



Dimanche 27 novembre

14 h - Salles de la Mutualité (Métro Maubert-Mutualité)

Que faire pour 78 ?

● TÉMOIGNAGES :

des syndicalistes, des paysans, des travailleurs immigrés, des écologistes, des femmes accusent le capitalisme et tracent les perspectives de lutte pour 78 et l'après 78

Intervention centrale du Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste

SOUTIEN AUX LUTTES DES PEUPLES DU MONDE

● CHINE - L'expérience de Tacking : en marche vers le communisme

● Témoignages sur la lutte des DISSIDENTS EN URSS.

Les luttes de Libération Nationale : EN AFRIQUE AUSTRALE EN PALESTINE

La lutte des peuples d'AMÉRIQUE LATINE contre les dictatures fascistes

La partie internationale du Rassemblement Communiste sera constituée par des interventions sur l'édification du socialisme en Chine, et sur les luttes des peuples du monde contre l'impérialisme et le social-impérialisme.

● Un membre de la délégation du Quotidien du Peuple qui s'est rendue récemment en Chine s'attachera à montrer, à travers l'expérience du champ pétrolifère de Tacking, comment le peuple chinois marche aujourd'hui vers le communisme.

● Les luttes de libération nationale des peuples d'Afrique Australe sont aujourd'hui aux avant-postes de la lutte anti-impérialiste. Le représentant d'un mouvement de libération nationale témoi-

gnera sur la lutte déterminée des peuples africains contre les régimes fascistes et racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie.

● Au lendemain de la visite de Sadate aux autorités sionistes, un militant palestinien viendra dire combien est ferme la volonté du peuple palestinien de récupérer son pays et d'imposer la reconnaissance de ses droits nationaux. Il témoignera aussi de la répression sans merci exercée par les sionistes contre les masses populaires.

● En Amérique latine, aussi, les peuples développent leur lutte contre les fascistes, et l'impérialisme. Des révolutionnaires d'Amérique latine viendront témoigner sur leur lutte.

6 débats

● Quel est le véritable projet du PCF ?

Avec des travailleurs des entreprises nationalisées, des anciens membres du PCF qui ont connu les années 44 - 47 quand le PCF était au gouvernement.

● Quelle base d'unité pour 78 ?

Avec des ouvriers syndicalistes, des écologistes, des représentantes des groupes femmes

● Quel projet socialiste pour la France ?

● Français-Immigrés : une seule classe ouvrière

● Où en est la situation internationale ?

● Qu'est-ce que l'Euro-révisionnisme ?

Avec des militants d'organisations révolutionnaires, italienne, espagnole, basque...

Musique et chants Stands

Akendengue - chanteur africain
Troupe et orchestre arabe
L'atelier populaire de chansons

Des fédérations du PCRml
Stands anti-impérialistes et de nombreuses organisations

Crèche

à l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

Montages diapos

Le RPR voudrait s'implanter dans les entreprises

«PARTICIPATION» A LA BOUCHE ET MATRAQUE A LA MAIN

● Le 15 janvier dernier, Chirac déclarait que le RPR veut «être présent partout». Plus récemment il déclarait que bientôt dans les entreprises «on ne verrait plus que les cellules du PCF et les sections du RPR rebaptisées pour la circonstance Action ouvrière et professionnelle». C'est avec cet objectif quelque peu ambitieux que s'ouvrait samedi matin sur la pelouse de Reuilly le congrès de ce mouvement.

Le RPR entretient sur ce point une contradiction avec Giscard qui avait déclaré que «des entreprises ne doivent pas être le champ clos du combat politique» en effet, pour Chirac «les travailleurs ont un besoin d'expression politique» auquel il affirme «pouvoir répondre».

En fait le programme du RPR dans les entreprises est tel qu'il ne risque pas de recueillir les suffrages des travailleurs qui rejettent les illusions et les projets sous-tendus par le programme commun. Le thème central de l'action des AOP quand ce n'est pas de briser des grèves, c'est le vieux thème qui a déjà dans les faits fait faillite : «la participation».

Selon Chirac, la participation dans les entreprises «cela veut dire concrètement trois choses - participation à la propriété du capital par le développement de l'actionna-

riat, - participation aux résultats de l'entreprise qui doivent être équitablement distribués entre le capital et le travail, - participation enfin à l'organisation des tâches».

A côté de cela, Chirac veut «donner aux chefs d'entreprises qui échouent le droit à l'erreur et encourager le développement d'entreprises nouvelles».

A côté de ces propositions dont le caractère ouvertement nostalgique de l'ancien temps et démagogique ne peut pas tromper grand monde, il y a la réalité. Cette réalité ce sont les chefs qui dans certaines entreprises sont membres du RPR et n'hésitent pas à jouer le rôle de flics au service de la direction pour traquer les syndicalistes et les militants politiques, ce sont les nombreux militants de la CFT qui ont aussi leur carte du RPR ; il y a tout ce patronat qui pour l'oc-

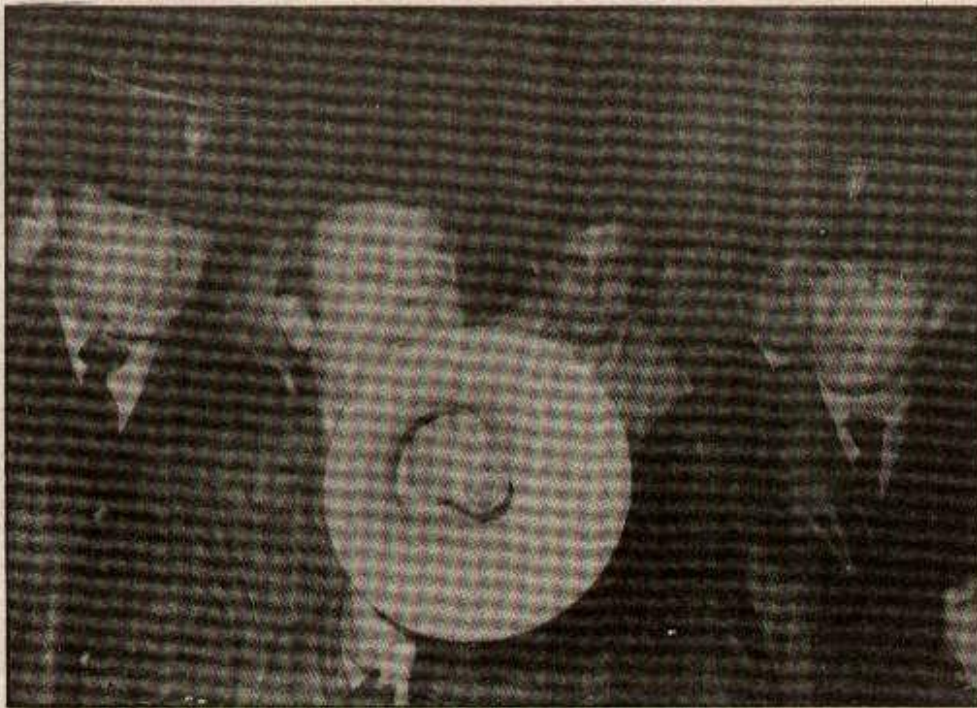
casion n'a pas peur d'appartenir à une association qui se dit «ouvrière» : ce sont eux qui hésitent quelques fois entre le mouvement de Furnon l'Union des Français de Bon Sens et le RPR. Ce sont eux en tous cas qui mettent sur pied ces commandos anti-grève pour brutaliser les grévistes comme cela s'est encore vu récemment.

«La participation» que propose Chirac ne risque pas de faire telle illusion, les travailleurs de Renault l'ont expérimentée ceux de la SNECMA à Corbeil et de la Snias aussi depuis près de 7 ans. En fait, contrairement à ce que dit Chirac il s'agit bien «d'un grand truc illusionniste et non pas une affaire politique et le moyen de transformer la société».

Les travailleurs de Peugeot Sochaux (entreprise qui regroupe selon l'AOP, cinq cents inscrits) savent de quelle société il s'agit. Le RPR prépare la riposte fascisante à une éventuelle victoire de la gauche en 78.

F.M.

Le secrétaire de la CFT devant Citroën. Les liens entre cette officine et l'A.O.P. sont évidents.



MARCHEAIS CONTINUE...

LOIRE ATLANTIQUE : LES DIVISIONS DU PS S'AMPLIFIENT

POHER ADRESSE UNE MISE EN GARDE A BARRE

...à découvrir la réalité réformiste du PS comme un jeune chien qui découvre que la nature l'a doté d'une queue. Dans une interview à Ouest France, il affirme que le PS redevient ce qu'était la SFIO et que si le PCF ne parvient pas à le faire changer, celui-ci gèrera les affaires de la bourgeoisie à la manière de Barre.

Dans la ville de Saint-Herblain, une motion a été signée par des militants rejetant le choix de Mitterrand lors de la Convention nationale d'il y a quinze jours, qui remplaçait Ayrault par Cheynard, maire de Nantes, dans la deuxième circonscription. D'après les statuts du PS, la Convention nationale devrait avoir le dernier mot.

Le congrès des mairies de France a pris fin ; dans sa conclusion, Poher «adresse au gouvernement une mise en garde contre toute tentative de laisser s'enliser les problèmes communaux ou de recourir à de faux semblants.» Il a ajouté : «Le gouvernement ne peut se réfugier derrière une procédure dilatoire ou demander un délai de réflexion.»

CONTRE L'EXTRADITION DE KLAUS CROISSANT PUISSANTE MANIFESTATION VENDREDI A PARIS

C'est un cortège imposant, plus de 15 000 personnes, qui a défilé vendredi soir de la place de la République jusqu'à celle de la Nation pour protester contre l'extradition de Klaus Croissant. Pendant plusieurs heures, les manifestants ont crié leur colère, exigeant le respect des droits fondamentaux : « Le droit d'asile est piétiné, défendons nos libertés ! », « Schmidt assassin, Giscard complice ! », « Giscard, Mitterrand, c'est le modèle allemand ! », et aussi : « Il est pourri le régime à Giscard, il extrade Croissant, reçoit le Shah d'Iran ! » ; ce sont là quelques-uns des mots d'ordre qui ont été longuement scandés.

Aux côtés du Comité pour la Libération de Klaus Croissant, des organisations des magistrats démocratiques, des organisations révolutionnaires, des travailleurs, des sections syndicales, étaient venues manifester leur solidarité. On remarquait en particulier des banderoles de l'Union Régionale Parisienne CFDT, du Syndicat des banques et caisses d'épargne, plusieurs organisations lycéennes et étudiantes ; plusieurs lycées parisiens avaient organisé dans la matinée des grèves dans



leur établissement et mobilisé en vue de la manifestation.

Les flics aussi étaient au rendez-vous. Ils se sont manifestés dès les premiers moments de la manifestation, par des charges aux carrefours et des tirs de grenades, utilisant selon leur habitude, les provocations montées par certains groupes, violemment dénoncés par les manifestants eux-mêmes.

Mais la révolte profonde qui animait l'ensemble du cortège a permis de surmonter rapidement les réactions de panique escomptées par la police, et la manifestation est parvenue jusqu'au lieu de dispersion.

Cette révolte contre un gouvernement qui prépare « l'Europe des polices » s'est exprimée également contre une « gauche »

muette, voire approbatrice, devant la violation des libertés démocratiques : les cris de « Marchais, Mitterrand, merci pour Klaus Croissant ! », sont montés à plusieurs reprises du cortège, rappelant ainsi les dangers qu'il y a de voir continuer ces pratiques dans le cadre d'un éventuel gouvernement d'Union de la gauche après 78.

La mobilisation à travers la France

DANS TOUTE LA FRANCE

A l'appel de différentes organisations, la colère s'est exprimée dans toute la France contre la mesure scélérate prise par Giscard et Schmidt. Les manifestants étaient 500 à Montpellier, le même nombre à Rennes, 1 500 à Caen, un millier à Rouen, ainsi qu'à Lyon, 700 à Clermont-Ferrand, une centaine à Pau, deux cents à Amiens. Manifestation également à Nancy, Morlais, etc.

PROTESTATIONS

Les réactions hostiles à la mesure prise par le gouvernement français continuent à affluer, en provenance de divers milieux. Des proclamations ont été publiées en ce sens par de nombreux réalisateurs de télévision, dénonçant « cet acte effectué à la sauvette en profitant de l'instant même où le petit

écran concentre l'attention de vingt millions de Français sur le sport ».

Trois télégrammes ont été envoyés par les personnels CGT et CFDT de l'Institut National de la Recherche Agronomique ; le personnel des bibliothèques de Paris a décidé d'une grève d'une heure et demie pour ce samedi. Les sections CFDT de l'Agence France Presse, de l'ANPE-Paris, de la radio-télévision, des assurances-vieillesse, et le SGEN premier degré (Paris) ont également rendu publique leur protestation.

DANS LES LYCÉES DE LA RÉGION PARISIENNE

Plusieurs établissements scolaires ont été en grève vendredi contre l'extradition de Croissant : le lycée de Pontoise, celui de Vitry,

et à Paris même, les lycées Balzac et Voltaire. Dans le 13^e arrondissement, les deux tiers des élèves ont manifesté et débrayé toute la matinée : le lycée technique Estienne a également manifesté jusqu'au lycée Claude Monet, où une grève était également suivie par trois à quatre cents élèves.

LA DÉFENSE S'ORGANISE

Ce sont désormais non plus cinquante, mais quatre-vingts avocats français qui se sont portés volontaires pour assurer la défense de leur collègue allemand. Ils ont décidé de créer un comité de vigilance pour suivre le dossier judiciaire en Allemagne, de poursuivre la procédure engagée auprès du Conseil d'Etat en France et de désigner des avocats français et étrangers pour assurer directement la défense de Croissant en Alle-

magne. Une dizaine d'entre eux se rendent à Stuttgart pour rencontrer le bâtonnier de la ville. Une série de meetings et de manifestations seront organisés à leur initiative les prochains jours.

UN PROCES EN MARGE DE L'AFFAIRE

Devant la 23^e chambre correctionnelle, un éducateur stagiaire de Paris, présent dans les couloirs du Palais de Justice de Paris au moment de la manifestation des avocats, mercredi dernier, a été condamné à quatre mois de prison avec sursis pour « violence à agent ». Le visage marqué par les coups reçus, il a nié avoir frappé les policiers, dont l'un notamment, qui se présentait avec un visage parfaitement lisse a affirmé avoir reçu « un coup de poing dans l'œil ». Après le jugement, il s'est trouvé à nouveau frappé dans le commissariat avant d'être relâché.

Budget de la Défense

Le nucléaire en question

Repoussé il y a quelques jours à la fin de la discussion budgétaire, le projet de budget de la défense pour 1978 a finalement été adopté sans guère de difficultés par la majorité dans la nuit de vendredi à samedi : Barre s'était déplacé personnellement pour défendre notamment la partie consacrée aux investissements, qui avait suscité le plus de controverses. Seuls se sont abstenus du côté du RPR, trois membres de la vieille garde gaulliste : Debré, Couve de Murville, et Fanton, ainsi que le président du groupe parlementaire, Labbé. Les petits incidents soulevés par les chiraquiens à ce sujet sont donc restés sans lendemain.

Il reste que l'orientation de la politique militaire continue à faire sérieusement problème, quant au fond, pour la bourgeoisie française. Au centre des choix difficiles qu'elle est amenée à faire, se trouve la question de la place à accorder à l'arme nucléaire, conçue naguère par De Gaulle comme l'instrument essentiel de l'indépendance vis-à-vis des États-Unis. La discussion budgétaire s'est, cette fois, cristallisée sur la construction du sixième sous-marin nucléaire lance-engins, reportée aux calendes grecques par le projet de budget 78. Mais c'est bien l'ensemble des dépenses consacrées à cette arme qui est aujourd'hui en cause.

Plusieurs signes manifestent cette réalité. Aussi bien par rapport au budget de l'Etat que par rapport aux indices économiques globaux que sont le « produit intérieur brut » et le « produit national brut », la part du budget de la défense ne cesse en effet de décroître depuis des années. Par rapport au budget, elle n'a été supérieure à 20 %, après la guerre d'Algérie, qu'au cours des années 1963 à 1966. Elle était tombée l'année dernière, à 16,1 %, soit 0,6 % de moins qu'en 1976, dans les chiffres définitifs (le projet, lui, prévoyait une progression de 0,3 %). Cette année encore, les députés se sont interrogés sur la progression prévue initialement pour 78, demandant si les chiffres définitifs ne feraient pas apparaître en fait une dimi-

nution. Le phénomène est particulièrement net en ce qui concerne les dépenses en équipement : la part de celles-ci est tombée de plus de 50 % dans les années 1966-67-68 à 41 % en 1977.

Ainsi, il apparaît que notre bourgeoisie n'a pas été en mesure de se donner les moyens de la politique de défense qu'elle avait elle-même définie. La part des crédits de paiement accordés à l'arme nucléaire, qui était de la moitié environ dans les années 1965-66-67 se trouve désormais tombée à moins du tiers. Encore faut-il tenir compte du fait que les dépenses de simple entretien, pratiquement inexistantes au départ, ont pris une part croissante dans les crédits consacrés à cette arme : désormais plus de 20 % des autorisations de programme et plus de 15 % des crédits de paiement.

Considérés ainsi sur plusieurs années, les chiffres du budget de la défense soulignent ainsi les hésitations du pouvoir. Le rapporteur de la commission parlementaire a pu notamment souligner que la tendance à sacrifier l'arme nucléaire se poursuivait sur les trois années 76-77-78 : par rapport à l'ensemble des investissements, l'érosion a été de 0,6 % en 77, et sera de 3,2 % en 78, pour les autorisations de programme. De même, pour les crédits de paiement, la baisse est de 0,2 % en 77, et de 0,7 % en 78.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevret
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Les budgets du Parlement

LES DECISIONS SE PRENNENT AILLEURS

●L'interminable liste des budgets examinés par l'Assemblée nationale se termine. Traditionnellement c'est l'examen du budget du «service du premier ministre» (en d'autres termes la caisse noire du gouvernement) qui clôt le marathon. Comme il se doit, tous les budgets ont été votés, amendés sur des points secondaires par les commissions respectives. Seul le budget de la Défense nationale a été l'occasion d'une passe d'arme qui se rapporte directement aux contradictions de la droite aujourd'hui. Un tel automatisme illustre combien le rôle parlementaire est fictif dans la définition des grands équilibres économiques. Les vraies décisions, ce n'est pas au parlement qu'elles se prennent.

Au début de la 3^e République, le Parlement jouait dans la détermination du budget un rôle beaucoup plus actif qu'aujourd'hui : un projet, élaboré par le conseil des ministres, était envoyé à la Chambre des députés. Celle-ci le confiait à sa commission des finances, qui le soumettait à un examen approfondi et lui apportait toutes les modifications qu'elle jugeait nécessaires. C'est sur le projet ainsi remanié, parfois de fond en comble, que portaient les débats au Parlement.

Mais ce rôle actif des parlementaires, tolérable par l'exécutif aussi longtemps qu'il bénéficiait d'un soutien conséquent à la chambre, le devint beaucoup moins à partir du moment où celle-ci changea de couleurs ; avec la chute de la «république

des notables», la conquête de la Chambre, puis du Sénat, par les républicains, s'ouvrait une période de conflits entre les pouvoirs législatifs et exécutifs. Tenue à l'écart des responsabilités gouvernementales par Grevy, le président de la République, la «coalition des gauches» n'en était pas moins assez forte, toutefois, pour s'opposer sur bien des points à la volonté du ministre. Aussi, la réaction ne tarda-t-elle pas à se faire sentir ; accusée de faire des propositions «démagogiques», la commission parlementaire des finances, organisme irresponsable, fut accusée de tous les «abus». Avec le retour en force des conservateurs, la crise boulangiste, l'instabilité gouvernementale, se développe l'antiparlementarisme. Cette évolution aboutira à une réglementation des Assemblées, qui limite

le droit d'amendement des parlementaires en matière de dépenses.

Cette reprise en mains du législatif par l'exécutif se poursuit sous les régimes suivants : à la Libération, les lois constitutionnelles du 2 novembre 1945 privent expressément les députés du droit d'initiative en matière de dépenses. Mais, cette fois, on était allé trop loin : en effet, puisque toute proposition de loi a des répercussions en matière de dépenses, une interprétation rigoureuse de la loi revenait à priver les députés de tout pouvoir législatif !

Il s'ensuit une nouvelle réaction : le projet constitutionnel de 1946 reconnaissait expressément le droit d'initiative en matière de dépenses aux députés. Mais ce projet sera repoussé par référendum au mois de mai.

La constitution de 1946, sera donc plus nuancée ; l'article 17 prive ces députés de leur initiative en ce domaine, mais cette privation, s'exerce seulement dans la période de discussion du budget : les députés doivent s'abstenir de proposer des dépenses nouvelles s'ils ne proposent pas de recette équivalente en contrepartie.

C'est sous la V^e République que le Parlement voit son rôle en matière de finances définitivement réduit : la Constitution de 1958 prévoit que le projet du budget est élaboré par le Conseil des finances et soumis ensuite dans les 2 assemblées à la Commission des finances de l'économie et du plan. Ces commissions désignent des rapporteurs spéciaux pour examiner les demandes de crédit des ministères ; ils peuvent demander des «explications» au représentant de la direction du budget. Les autres commissions de l'Assemblée donnent leur «avis» sur les projets les concernant.

Mais trois limites sérieuses entravent l'initiative des députés : 1. l'article 42 de la Constitution prévoit que c'est sur le projet gouvernemental que se fait la discussion au Parlement. 2. En vertu de l'article 50, les amendements proposés ne sont pas recevables, s'ils diminuent les ressources ou aggravent les charges de l'Etat. Et l'interprétation du texte s'est avérée si stricte que toute proposition dans ce sens se voit refusée, même si elle s'accompagne par ailleurs, d'une autre proposition visant à réduire les charges.

3. Le gouvernement a le droit d'interdire l'examen de tout amendement qui n'aurait pas été soumis auparavant à la commission des finances.

De la sorte, c'est le ministère seul qui fixe le budget de l'Etat.

Le monde arabe refuse la capitulation

La visite du président égyptien Sadate en Israël fait l'objet d'une très vive opposition dans le monde arabe. Prises de positions gouvernementales, articles de presse, manifestations de masse, se multiplient dans tous les pays arabes. L'OLP a appelé à la grève générale et à des manifestations dans les territoires occupés. Cette visite est un véritable coup de poignard dans le dos de la Résistance Palestinienne, une grave atteinte à la cause anti-impérialiste des peuples arabes. Aller à Jérusalem, constitue une reconnaissance de l'Etat sioniste, Etat dont l'existence est fondée sur la négation des droits du peuple palestinien que Sadate prétend défendre devant le Parlement sioniste, un Etat qui poursuit son expansionnisme, en visant à l'annexion du Sud-Liban dont il bombarde les villages, et en étendant sa colonisation des territoires déjà occupés.

La démarche de Sadate divise le front des pays arabes, constitue une violation des résolutions d'unité des derniers sommets arabes.

On ne cesse de nous répéter que cette visite constitue «un grand espoir pour la paix». Or, l'existence et l'expansionnisme de l'Etat sioniste sont un obstacle essentiel à toute paix durable. Si Sadate s'engage dans un processus de paix séparée, l'Etat sioniste estimera avoir les mains plus libres pour accélérer son expansionnisme et ses agressions, en particulier contre le Liban. La menace d'une cinquième guerre est en réalité plus à l'ordre du jour que jamais.

Depuis des années, les superpuissances, en maintenant leurs pressions sur les gouvernements arabes pour un règlement sur la base de la résolution 242 (reconnaissance d'Israël et de ses «frontières sûres»), n'ont cessé de vouloir isoler la Résistance Palestinienne des pays arabes et de tenter d'imposer la reconnaissance de l'Etat sioniste. Elles ont créé une situation dite de «ni guerre ni paix», plaçant les gouvernements arabes dans une position intenable. De ce fait, les superpuissances portent une écrasante responsabi-

lité dans la situation actuelle. Cependant, la rencontre de Sadate et Begin leur pose quelques problèmes, car ils n'en contrôlent pas de très près le processus. L'URSS condamne la visite de Sadate parce qu'elle craint que cela ne contribue à la mettre un peu sur la touche dans le cadre de la préparation de la Conférence de Genève qu'elle souhaite.

Quant aux Etats-Unis, bien que Carter ait félicité Begin, son porte-parole a déclaré qu'il s'agissait d'un «geste prometteur, mais qui n'est pas sans dangers». Les USA peuvent craindre que l'isolement de Sadate ne laisse libre cours à des initiatives du social-impérialisme, auprès des pays arabes.

Surtout, ce que craignent les superpuissances, c'est la réaction des masses arabes face à cette visite. En effet, c'est bien le mouvement de soutien des masses arabes à la Résistance Palestinienne qui est toujours parvenu avec celle-ci à déjouer les complots impérialistes et leurs complicités au Moyen-Orient.

Réactions dans le monde arabe

Assad, président syrien : «Le projet de Sadate de visiter Israël me choque profondément parce que je n'ai pu le convaincre des dangers que cela comportait pour la cause arabe et la nation arabe».

Fahmi, ministre des Affaires Etrangères, qui avait démissionné pour se désolidariser de Sadate, a écrit dans la presse arabe pour critiquer à nouveau cette «initiative improvisée». Il a révélé qu'il était en contradiction avec Sadate depuis plusieurs mois.

Alors que l'OLP appelait à la grève générale et à des manifestations en Palestine occupée, dès vendredi, une grève des cours commençait dans les lycées et les facultés au Liban. Les murs se couvraient d'affiches dénonçant la visite de Sadate.

Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes et camps de réfugiés. On signalait en même temps un attentat à Beyrouth contre l'ambassade d'Égypte et contre les bureaux d'une compagnie aérienne égyptienne.

Vendredi également, plusieurs dizaines de mili-

tants soutenant la cause de la Résistance Palestinienne ont occupé l'ambassade d'Égypte à Athènes. La police est intervenue et a tiré faisant plusieurs blessés. Des étudiants arabes ont entrepris l'occupation des bureaux de la Ligue Arabe à Londres.

Dans la presse française

L'Humanité titre : «L'arrivée du président égyptien : un événement controversé». Dans son éditorial, Yves Moreau écrit : «Perspectives généreuses qui, par de là les évocations des textes religieux mettraient un terme à un conflit lourd de dangers pour l'ensemble de l'Humanité. Qui ne frémitrait

d'émotion pour une telle espérance?».

Le Matin évoque avec enthousiasme : «Israël en fête pour Sadate» et affirme : «La barrière psychologique qui, depuis trente ans, semblait consacrer un divorce définitif entre Israël et le Caire, semble tout à coup ne plus exister». Mais c'est le correspondant du Figaro qui est le plus attendri : «Je n'ai pas honte de l'avouer : j'ai les yeux mouillés en écrivant ces lignes».

Manifestation contre le Shah

«Shah fasciste, assassin, Giscard complice». Plusieurs centaines d'étudiants iraniens ont manifesté leur colère vendredi sur les Champs-Élysées à l'occasion de la visite du Shah d'Iran à Paris.

Le cortège s'est d'abord dirigé vers la résidence privée du Shah et s'est heurté à un barrage de police qui a chargé avec la brutalité coutumière contre les manifestants. Les étudiants iraniens ont néanmoins pu remonter les Champs-Élysées et ont subi une seconde charge de police devant la maison d'Iran. La dispersion s'est effectuée ensuite à hauteur de l'Étoile.

Une vingtaine de manifestants ont été interpellés par la police.

AFRIQUE DU SUD

Un autre détenu africain est mort dans les prisons du régime de Vorster cette semaine. La police a annoncé à sa famille que Sipho Malaza s'était «suicidé». Il s'agit du 21^e prisonnier assassiné depuis mars 1976.

CONFUSION A LA ROBERTSAU

Le premier tour des élections cantonales partielles dans le canton de la Robertsau (banlieue Est de Strasbourg) suscite quelques remous chez les politiciens alsaciens.

Brunschweiler avait vu son élection au conseil général invalidée par le Conseil d'État au début de l'été car un tract avait été distribué à la porte d'une église le jour du deuxième tour en 76. En fait, Brunschweiler était le seul représentant de la gauche au Conseil Général du Bas-Rhin et il n'en a pas fallu plus pour que les CDS et RPR qui régnaient depuis plusieurs années sans partage sur cette institution déposent un recours.

Il trouvera en face de lui Grossmann qui est déjà élu dans un canton voisin (Meinau) qui est soutenu par une partie du RPR. Pflimlin également soutient son conseiller municipal, ce qui n'est pas du goût du CDS auquel appartient pourtant le maire de Strasbourg... Sur le terrain, à la Robertsau, les militants du

PCF ne semblent pas approuver la candidature de l'instituteur Jeanvoine, responsable du PCF. Certains militants de base du PCF ne cachent pas qu'ils font campagne pour le socialiste Brunschweiler car «il était le candidat unique de la gauche et que la candidature de Jeanvoine divise». Le PSU, pour sa part, fait une campagne très «écologiste» mais a assuré qu'il se désisterait pour le socialiste au deuxième tour... Bien que Mitterrand ait exagéré quand mardi dernier, dans son discours à Strasbourg, il a assuré que c'était un avant premier tour des législatives, ces élections ne manquent pas d'intérêt. La division de tous les partis en présence rend encore peu clair ce qui sortira des urnes. Verrons-nous une élection triangulaire avec deux candidats de droite comme en 76, ce qui avait aggravé les divisions du PCF local complètement paralysé par ses rivalités internes ? Ce sont quelques-unes des questions que pose cette élection.

L'ENJEU DES ÉLECTIONS GRECQUES

Sonia SASSOUN

Caramanlis, représentant de la grande bourgeoisie, qui a le pouvoir avec l'aide notable de l'Europe occidentale après l'effondrement des colonels le 24 juillet 1974, s'apprête aujourd'hui à capituler sur toute la ligne. Il veut prévenir le mécontentement que provoqueront inévitablement les coups qu'il se prépare à porter aux intérêts des couches populaires et notamment à la paysannerie, mais, dans le même temps, il veut éviter le recours à la dictature ouverte qui ferait obstacle à son entrée dans le Marché commun. Caramanlis est également contraint de camoufler son allégeance à l'impérialisme U.S., particulièrement exécuté dans le pays, et avec lequel la bourgeoisie grecque n'a pas réellement rompu ses liens traditionnels. C'est pour ces raisons que le premier ministre grec, en jouant la carte des élections anticipées veut avoir les mains libres pendant 4 ans, dans l'espoir de devancer la montée de la protestation populaire qui s'affirme et mener sa politique qui ressemble fort à une capitulation. Le régime de Caramanlis n'a pas résolu le problème de la dépendance profonde de la Grèce vis-à-vis des impérialismes occidentaux et principalement des États-Unis, tant au niveau politique qu'économique. Face aux contradictions qu'il rencontre, le régime n'a pas d'autre perspective qu'un «pilotage à vue».

LE DANGER DE GUERRE AVEC LA TURQUIE

La rivalité inter-impérialiste, celle entre les deux super-puissances se manifestent aujourd'hui à travers le danger de conflit ouvert avec la Turquie. Russes et Américains jouent un jeu trouble à travers les antagonismes historiques qu'ils cherchent à exploiter, entre la Turquie et la Grèce. Ils encouragent notamment aujourd'hui en sous-main, l'expansionnisme turc et ses visées sur les îles grecques, l'occupation d'une partie de Chypre par l'armée turque ayant ouvert la question. Quant à l'existence de pétrole dans la Mer Égée, autour de laquelle on fait grand tapage, elle reste jusqu'ici une supposition. Mais cette affaire a ouvert le conflit sur les eaux territoriales grecques et turques. Par exemple, l'État turc, sous prétexte de forages et de protection de ses intérêts met en œuvre une logique annexionniste : de concession en concession imposées (droit de passage entre les îles grecques, demande de démilitarisation des îles d'où ses navires peuvent soi-disant être attaqués, etc) l'État turc, avec le soutien des USA, cherche à obtenir la

De par sa position stratégique, la Grèce, quoique le régime d'Athènes entretienne toujours d'étroits liens avec l'impérialisme U.S., est l'objet d'une âpre rivalité entre les deux super-puissances et les États impérialistes d'Europe, qui attachent beaucoup d'importance au contrôle des Détroits et de la Méditerranée. Cette rivalité se manifeste à travers les grands problèmes que le peuple grec doit résoudre aujourd'hui et qui se cristallisent dans la

démilitarisation des îles grecques et ouvre la voie à l'éventuelle annexion des îles. Les USA sont intervenus en déclarant que ces îles avaient longtemps appartenu à la Turquie. Selon Andréas Papandréou, il existerait même un plan américain soviétique de démantèlement de la Grèce. Ce qui est certain, c'est que la région des Détroits, unique accès de l'URSS à la Méditerranée et à Suez est convoitée aujourd'hui par le Kremlin comme elle l'a été jadis par les tsars.

C'est sans doute pour tenter de prendre un certain champ par rapport à

ces prétentions des super-puissances, que Caramanlis et la bourgeoisie grecque souhaitent l'intégration de la Grèce dans la CEE.

La Grèce et la Turquie sont membres de l'OTAN et alliés des USA, mais l'impérialisme U.S. façonne sa politique en estimant que la Turquie, avec ses 50 millions d'habitants, sa frontière commune avec l'URSS et des ressources naturelles importantes, pèse plus lourd dans la balance régionale des forces que la Grèce, petit pays, avec ses 9 millions d'habitants. La bourgeoisie grecque espère, en rejoignant l'Europe des 9, renforcer

question des relations gréco-turques et des projets de mainmise sur les îles grecques de la Mer Égée, de celle de Chypre, de l'entrée de la Grèce dans le Marché Commun, et de la réinsertion dans l'organisation militaire de l'OTAN. Les forces politiques en présence se différencient notamment par les réponses qu'elles se proposent d'apporter à ces questions.

ses positions et se faire appuyer par l'Europe pour obtenir que l'arbitrage U.S. entre la Grèce et la Turquie se fasse moins à son détriment.

QUE PEUT SIGNIFIER L'ENTRÉE DANS LA C.E.E. POUR LE PEUPLE GREC

Les implications d'une telle décision pour le peuple grec sont aggravées par la crise de l'Europe. La CEE exige que la Grèce adopte ses structures politiques et économiques à ses intérêts et ne lui offre en échange que de lui faire payer sa crise. La Grèce,

pays agricole devrait arracher ses pommiers et ses agrumes qui font vivre 35 % de la population et permettre aux sociétés européennes multinationales de s'implanter sur une large échelle. Ce processus déjà largement entamé devrait être accéléré. Pour résorber la main-d'œuvre qui sera libérée par ces mesures, Caramanlis compte qu'elle sera, pour une part, employée à bon compte sur place par les multinationales, et qu'une autre partie émigrera dans le reste de l'Europe. Sous prétexte de division du travail, les pays de la CEE, tout en laissant à la Grèce

des secteurs comme le tourisme, visent son industrie naissante. Caramanlis qui s'apprête ainsi à porter des coups à la paysannerie et à certaines couches de la petite bourgeoisie qui représentent une part importante de son électoral, n'a vu comme solution que d'anticiper les élections pour pouvoir encore bénéficier de leurs voix.

LA QUESTION DE CHYPRE ET DE L'OTAN

La Grèce a quitté l'organisation militaire de l'OTAN après la 2^e invasion de l'île de Chypre par l'armée turque et parallèlement à la chute des colonels. Mais beaucoup de Grecs considèrent aujourd'hui que la rupture entre la grande bourgeoisie grecque et l'impérialisme US a été finalement des plus limitées. Le parti de la Nouvelle Démocratie de Caramanlis a rapidement resserré les liens avec les USA et, loin d'épurer radicalement l'armée après la chute des colonels, il a plutôt écarté les officiers qui avaient résisté à la junte. Les pourparlers pour de nouveaux accords avec les USA ont abouti à maintenir 4 bases américaines sur une dizaine, stratégiquement très importantes. Aujourd'hui, Caramanlis n'est pas contre le fait de réintégrer l'OTAN.

Toutefois, il est obligé de poser comme condition, pour signer les nouveaux accords, un règlement de la question chypriote qui n'entérine pas une division de l'île, terrain favorable au jeu impérialiste. En même temps, il conseille au peuple chypriote d'être «réaliste» ; en clair, d'accepter le fait établi et le partage de l'île, sous couvert d'un référendum. C'est aussi en vue de ses propres préoccupations électorales en Grèce pour mieux peser sur les élections à Chypre prévues pour février prochain, que Caramanlis a anticipé les élections. La pseudo «libre-détermination» du peuple chypriote qu'il envisage, le déchargerait, estime-t-il de la nécessité de s'opposer à la partition de l'île, souhaitée notamment par les super-puissances. Pour les forces patriotiques et progressistes de Grèce, les manœuvres de division contre Chypre considérées comme un dangereux premier pas dans un repartage impérialiste de la région, fomenté par les super-puissances et qui vise aussi la Grèce dans le cadre d'une politique qui veut remettre en avant des éléments explosifs de la vieille «question d'Orient» (les détroits, Chypre, Suez, etc...), armes de division contre les peuples.



La pénétration du capital U.S. en Grèce : les travailleurs d'ITT en grève manifestent à Athènes.

DE LA FUITE DU ROI CONSTANTIN A CARAMANLIS

En 1967, le Roi Constantin a tenté de résoudre la crise ouverte deux ans auparavant par le renvoi de Georges Papandréou, premier ministre, par un coup de force. Tout en annonçant des élections, il a préparé le coup d'État avec les généraux. Ce sont d'autres militaires, les «Colonels», formant une junte directement appuyée par la C.I.A. qui, l'ayant pris de vitesse, ont réussi le putsch. Ayant tenté de s'en débarrasser, le roi Constantin devait échouer et prendre la fuite.

Jusqu'à l'affaire de Chypre, la junte va garder le pouvoir, imposant sa dictature fasciste au peuple grec, exerçant une répression sanglante, impitoyable contre les masses populaires.

En 1974, en accord avec l'EOKH (parti fasciste) de Chypre, la junte y organise un putsch pour porter au pouvoir dans l'île Nikos Sampson, et tente d'assassiner Makarios. Le 20 juillet 1974, l'armée turque débarque à Chypre. La mobilisation ordonnée d'urgence par les colonels tourne au fiasco total. L'armée ne suit pas. Dans le pays, un puissant mouvement contre l'impérialisme américain se développe. Le régime des colonels s'effondre et ceux-ci prennent la fuite.

Le 24 juillet, Caramanlis, venant de Paris, arrive à Athènes à bord d'un avion prêté par Giscard.

En août 1974, c'est le deuxième débarquement turc à Chypre.

L'IMPORTANCE DE CHYPRE

Pour apprécier la portée des événements de Chypre, mettant en scène la Grèce et la Turquie, tous

deux pays de l'OTAN, il faut voir qu'en arrière-fond, Russes et Américains donnent le ton. Chypre est une position stratégique d'une extrême importance pour la domination du Proche-Orient, une position qui commande les Détroits et le chemin de Suez. La politique de rapprochement avec les pays arabes et le non-alignement de Makarios, et par ailleurs la présence d'un important parti révisionniste qui rassemble autour de 40 % de l'électorat chypriote créent une situation dangereuse à terme pour les intérêts américains. L'intervention des Colonels à Chypre visait à coup sûr à éliminer Makarios. Si les Colonels grecs exécutaient les plans américains, du côté du gouvernement de la Turquie, cela ne se présentait pas de la même manière. Si le premier débarquement de l'armée turque correspond à une initiative de la bourgeoisie turque pour exploiter la situation, en profitant d'accords internationaux existants, le deuxième débarquement turc qui a mené à la partition de fait de l'île, ne s'est fait qu'avec l'accord tacite de l'URSS et des États-Unis, toutes deux, puissances prétendument garantes de l'indépendance de Chypre.

A un moment, les Américains ont jugé plus avantageux pour affirmer leurs visées dans la région de favoriser les positions de la bourgeoisie turque par rapport à la bourgeoisie grecque. Depuis l'effondrement du régime des colonels, les USA ont prôné, semble-t-il, une autre politique, plus souple, et ont tenté de regagner en Grèce une influence quelque peu entamée.

Tout en attisant de vieux antagonismes entre la Grèce et la Turquie, les USA prétendent jouer à l'arbitre. Tandis que l'URSS cherche à provoquer des troubles dans le but de déstabiliser la région et de briser le verrou de l'OTAN autour des Détroits.

abonnez-vous



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :**

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRmi
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

manifeste

pour le socialisme

**PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste**

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrage des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paul Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger / Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balalina
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile* *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)



**sur présentation
de la carte abonné ami
du Quotidien du Peuple**

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimesis (10%)
5, bis rue Gressel
- Bourges** Librairie athanaël (10%)
4, cours Avericum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Karampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
228, rue Duguesclin (3°)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1°)
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue froide
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Caries
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1°) (10%)
Les Joueurs de A (12% liv. politique)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hammattan
18, rue des Quatre Vents (6°) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14°) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5°)
- Reims** Le grand jeu 20 rue Colbert

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5°)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5°) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - paris 5°
Cinématographe
44, cours Suchet (2°)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Leysaud (1°) (tarif étud.)
- Lyon**

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Samedi 19 novembre

- TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Georges Brassens
21 h 40 - Le riche et le pauvre. *Feuilleton américain en épisodes.*
22 h 30 - A bout portant : Jean-Marc Thibault
23 h 20 - Journal et fin.
- A 2
14 h 10 - Les jeux du stade. Rugby : France-All Black
Football : France-Bulgarie
Gymnastique : Tournée soviétique en Europe
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les cinq dernières minutes : Nadine
22 h 05 - Le dessus du panier
23 h 00 - Jazz
23 h 30 - Journal et fin
- FR 3
20 h 00 - France lointaine. *La Nouvelle-Calédonie.*
20 h 30 - Les samedis de l'histoire, sur une idée d'Edmond Maire : Un été albigeois. La grève des ouvriers verriers de Carmaux (1895). *Edmond Maire a travaillé sur le scénario de ce film qui retrace la grève des ouvriers verriers de Carmaux en 1895, contre le licenciement de leurs délégués à un congrès syndical.*

Dimanche 20 novembre

- TF 1
14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche
15 h 30 - Gorri le diable
16 h 05 - Vive le cirque
16 h 50 - Sports première :
— Hand-ball : France-Suisse
— Rugby : Les All Black à Paris
— Sports-études à Montgeron
— Didier Pironi, pilote
17 h 50 - Ces messieurs de la gâchette. Avec Francis Blanche. *Film à prétention comique ; les interprètes, malgré un talent certain dans la cocasserie, n'arrivent pas à sauver un scénario lourd.*
19 h 25 - Les animaux du monde. *La vie dans l'Antarctique.*
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Madame et son cow-boy. *Film américain de H.-C. Potter (1938) avec Gary Cooper. La fille d'un sénateur candidat à la présidence s'éprend d'un cow-boy. Comédie légère.*
22 h 00 - L'Afrique convoitée. *Série de quatre émissions. N° 3 : la revendication. La 3^e émission de cette série aborde la question de l'Afrique du Sud.*
22 h 40 - Journal et fin.
- A 2
12 h 00 - Bon dimanche avec Jacques Martin
13 h 00 - Journal
13 h 20 - Bon dimanche (suite)
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique and music
21 h 4 - Les origines de la mafia. *Série anglo-italienne en cinq épisodes. 2^e épisode : la Sicile. Comment la mafia fait, par la terreur, respecter la loi du silence.*
22 h 30 - Le pays qui n'existait pas. *La lutte des Hollandais pour conquérir, assécher et préserver les polders.*
23 h 30 - Journal et fin.
- FR 3
16 h 55 - Les grands fleuves : L'Orange
17 h 50 - Espace musical.
18 h 45 - Spécial DOM-TOM.
19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - Spécial sports.
20 h 05 - Cheval, mon ami.
20 h 30 - André Bergeron.
21 h 30 - Court métrage français : Battements d'elle. *Le rendez-vous de Longchamp.*
22 h 15 - Journal
22 h 30 - Cinéma de minuit : aspects du cinéma italien. *La Chine est proche. Une charge contre la social-démocratie italienne et la révolte infantile des quelques jeunes bourgeois. La Chine est bien loin, la révolution aussi.*
00 h 15 - Fin.

Lundi 21 novembre

- TF 1
18 h 00 - A la bonne heure : le bruit et le travail
18 h 25 - Pour les jeunes.
18 h 50 - Les aventures de l'énergie.
18 h 55 - Le 16 à Kerbriant.
19 h 10 - Une minute pour les femmes.
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Catherine. *Film français de Bernard Borderie (1968). Avec Olga Georges-Picot et Claude Brasseur. Les aventures romanesques d'une fil-d'orfèvre. Mélodrame soporifique.*
22 h 10 - Quand les Anglais occupaient Paris. *Emission Jean Duché. Tableau de Paris entre 1421 et 1436.*
22 h 40 - Journal et fin.
- A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes.
21 h 55 - Marek Halter.
22 h 50 - Zig-zag : photojournalisme 1967-1977.
23 h 20 - Journal et fin.
- FR 3
20 h 30 - L'adorable voisine. *Film américain de Richard Quine (1958), en version française. Comédie américaine fantastique. Le charme sophistiqué Kim Novak et de son chat.*
22 h 10 - Journal et fin.



Xouss-maniap (détail) : visage blanchi au kaolin, yeux peints percés d'un clou tapissier, cheveux de crin natés, collier gris-gris.

MARIONNETTES ET MAROTTES D'AFRIQUE NOIRE

Au Musée de l'Homme

Les marionnettes en Afrique ont participé intensément de la vie sociale jusqu'à encore une période très récente. Chez plusieurs peuples, Bambara du Mali par exemple elles apparaissent dans des spectacles religieux ou initiatiques dans lequel elles servent de support à l'affirmation des valeurs essentielles de l'ethnie et de son identité culturelle et sociale. Si le théâtre de marionnettes est animé par des montreurs spécialisés, si la préparation des spectacles est souvent secrète, réservée à des groupes initiatiques, la réalisation des marionnettes est œuvre collective, tous les habitants d'un même village y sont associés, au cours de la démonstration même, tous aident les montreurs, dans ce sens on peut dire que la démonstration de marionnettes est collective.

Au cours de la période coloniale, l'occupation coloniale était dénoncée à travers les spectacles de marionnettes. L'identité des marionnettistes était te-

nue secrète pour éviter les poursuites et la répression.

Les xouss-maniap, sortes de pantin, masculins ou féminins du Sénégal effectuaient des contorsions comiques et participaient aux fêtes. Elles ont servi à la lutte politique, dérangeant le pouvoir en place, elles sont aujourd'hui en voie de disparition.

Le Musée de l'Homme dans le cadre du Festival d'Automne à Paris présente une trentaine de marionnettes et marottes provenant la plupart du Mali, mais également du Congo, du Sénégal, du Gabon et du Nigéria. Cette exposition permet de prendre connaissance d'un aspect de l'art populaire traditionnel d'Afrique, malgré ses limites, malgré le côté figé de ces marionnettes qui ne prennent leur sens que dans un spectacle, animées par des montreurs.

(Musée de l'Homme, Paris jusqu'au 19 décembre, Forum des Cholettes Sarcelles, Janvier 1978).

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 120^e épisode
copyright Édition Denoël

Corps que l'on jette certaines nuits de grosse raffe, dans l'ivresse de la haine ; corps des faibles qui ont trop parlé et que la mort punit. Insolite en cet endroit, l'Auberge du Régat regarde passer les routiers que n'arrête aucun feu rouge.

Boulevard Poniatowski se dressent ces bâtisses qui ceinturent Paris de leur laideur d'avant-guerre. Maisons antipathiques aux façades revêches, pierres ternes, ouvertures indécises, grandes cours intérieures privées de soleil, là vit toute une aristocratie ouvrière aspirant à la bourgeoisie. Foulée, broyée par l'indifférence, les idées reçues, la vie d'un Arabe est de quel prix ici ? Le goût de l'ordre sue de ces maisons. On l'a refoulé, renvoyé là-bas, dans la guerre. Je pourrai bien crier, qui m'écouterà ? S'il vit, où est-il ? S'il est mort, où est son corps ? Qui me le dira ? Vous avez pris sa vie oui, mais son corps qu'en avez-vous fait ? Mais la Porte de Vincennes, le boulevard se brise et sur un vaste carrefour s'élèvent des appartements neufs, clairs dont les loggias garnies de stores bleus ou oranges évoquent les après-midi chauds où l'on boit un verre embué en écoutant un disque. Qui se souciera d'Arzki ?

Henri ralentit encore. Nous sommes derrière un camion qui crache sa fumée. Voici Montreuil à ma droite et la rue d'Avron à l'opposé. Les

cours des Halles déborderaient la palette d'un peintre. La vue des fruits rangés, des pyramides de légumes, arrache un lambeau de mes espoirs. Vers les monticules de primeurs convergent des milliers de fourmis qui font comme un rempart devant les étalages.

Dans la montée de Bagnole vers Les Lilas, la voiture peine entre deux autobus. Sur un chantier à la Porte de Ménilmontant des ouvriers font la pause et boivent. Demain l'un d'eux ne reviendra pas et cinquante surgiront pour prendre sa pelle. Il y en a tant, il y en a trop, réserve inépuisable, toujours renouvelée.

Après Les Lilas, dans le virage qui descend vers le Pré-Saint-Gervais, apparaissent les décors d'Aubervilliers pâlis par la brume de chaleur. Sur l'esplanade en friche une étrange église solitaire fait naître en moi le désir d'y pénétrer, mais Henri conduit maintenant très vite et ce n'est qu'après la Porte de Pantin que resurgiront les taudis de cet autre Paris qui ne vient à Paris que pour le 28 mai. Pas dangereux, facile à rouler, satisfait de peu. Nous entrons dans le tunnel sous la Porte de la Villette. Je pressens que je ne verrai plus jamais Arzki.

— Merci Henri.

— Si vous avez besoin de quelque service que ce soit, téléphonez-moi. Je vous appellerai un soir à propos de votre ami. Il ne semble pas qu'Anna désire vous rencontrer ces jours-ci et pourtant il faudrait lui éviter la solitude. Qu'en pensez-vous ?

Je n'en pensais rien. Le chagrin d'Anna m'était indifférent. Henri n'insista pas.

Les jours suivants je dormis beaucoup. Le sommeil venait à moi et je l'absorbais comme un calmant. Entre deux somnolences j'allai jusqu'à l'usine et je me fis régler. Revoir la chaîne, l'atelier, ç'aurait été provoquer l'émotion, je restai donc dans le bureau du personnel. Averti de ma présence, Gilles descendit. Sa compassion, mesurée parce que sincère, me toucha mais je n'allai pas jusqu'à lui parler d'Arzki. Il tirait les enseignements de ces derniers jours avec une remarquable lucidité et fonçait vers l'avenir sans découragement.

A suivre

CORRESPONDANCE
DE COLOMBIE

Les travailleurs du pétrole à l'avant-garde
des luttes de la classe ouvrière

TROISIEME MOIS
DE GREVE
CHEZ ECOPÉTROL 2

Le jour même de la déclaration de la grève en cours, le 25 août, quatre dirigeants syndicaux sont arrêtés (ils n'ont pas été libérés depuis). Le 31 août, la grève est déclarée illégale (elles le sont presque toutes en Colombie) par le Ministère du Travail, et l'escalade de la répression commence.

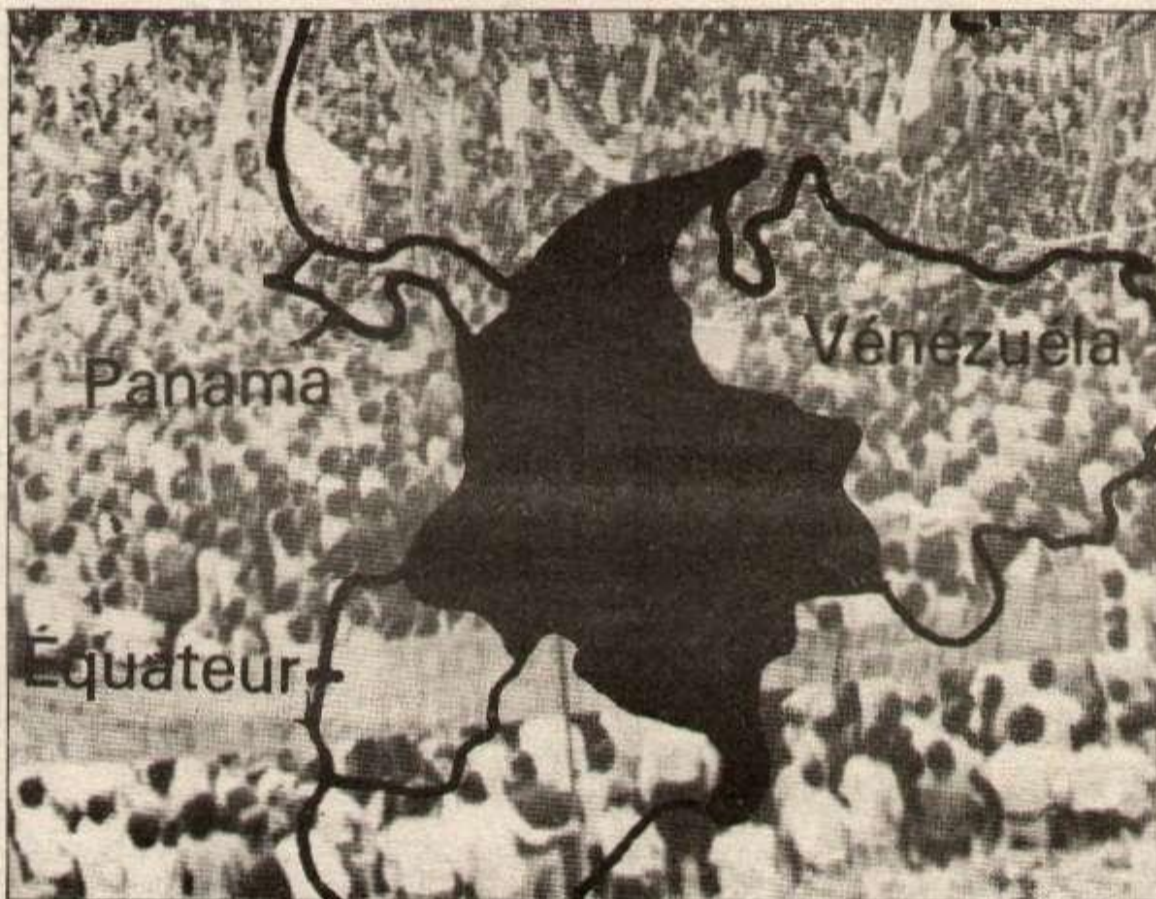
Les arrestations se multiplient et la liste des licenciements commence à s'allonger. Dès le début l'armée - et à travers elle le gouvernement - ont tenu à montrer qu'ils ne considéraient pas la grève d'Ecopetrol comme un conflit du travail, mais comme «un cas d'ordre public». Aussi, les méthodes employées ont-elles été particulièrement violentes (perquisitions brutales, tortures, vexations de toutes sortes) allant jusqu'à soulever les protestations de plusieurs personnalités pas précisément révolutionnaires.

Début septembre, le couvre-feu est instauré. Levé quelques jours en octobre, il est toujours en vigueur. D'autres mesures seront bientôt prises : interdiction de port d'armes, «loi sèche» (interdiction de consommer de l'alcool), interdiction des réunions de plus de trois personnes, interdiction faite aux personnes mineures de circuler après six heures du soir, etc. Barranca se met à ressembler à un immense camp de concentration, avec les quelques 10000 soldats qui y patrouillent en permanence sous la direction de l'«Alcade» militaire, l'exécutif colonel A. Bonilla Lopez.

A tout cela, les grévistes, soutenus par l'immense majorité de la population, ripostent par une résistance multiforme. La paralysie de la ville est presque totale depuis le début de la grève : de nombreux magasins restent fermés en permanence, les transports ne fonctionnent presque pas en raison des milliers de clous semés dans les rues par les habitants, et toute une vie clandestine s'organise, au nez et à la barbe des autorités militaires. Insaisissables, les dirigeants de l'USO encore en liberté inondent la ville de communiqués qui sont distribués par les moyens les plus ingénieux ; des réunions secrètes s'organisent dans des maisons d'apparence inoffensive ; un langage mystérieux se crée.

Au début l'entreprise fonctionnait tant bien que mal avec l'aide d'environ 500 cadres «pleins d'abnégation» sortis de leurs bureaux pour travailler par tours de 12 à 14 heures par jour (véritablement cantonnés par les autorités, ils sont obligés de dormir sur place... au cas où ils ne reviendraient pas). La direction annoncera bientôt l'embauche de 1000 «travailleurs qualifiés», ce qui fait bien rire les ouvriers, assurés de ne pas pouvoir être remplacés aussi facilement pour des tâches qui demandent une longue préparation. Les «jeunes» sont d'ailleurs complètement isolés, les murs de leur maison couverts d'insultes ; les grévistes les bombardent à coups de pierres et les enfants se bouchent le nez sur leur passage. Dans le pays, le manque de certains produits dérivés du pétrole ne tarde pas à se faire sentir malgré les communiqués

● Si la Colombie est membre de l'OPEP et si sa voix ne se fait guère entendre dans le concert des pays producteurs, l'exploitation du pétrole n'en joue pas moins dans son économie un rôle de premier plan. C'est dans ce secteur que les travailleurs, à l'avant-garde des luttes de la classe ouvrière colombienne, et renouant avec une longue tradition de luttes marquées par leur caractère anti-impérialiste, ont engagé depuis le 25 août, dans l'entreprise ECOPETROL, une lutte tenace.



officiels quotidiens annonçant que tout fonctionne normalement. Le coût des importations destinées à masquer cette situation atteint pendant ce temps des sommes astronomiques.

Les «grèves civiques»

C'est dans cette atmosphère que Barranca reçoit la nouvelle de l'arrêt général du travail, la grève civile nationale, programmée par les quatre centrales ouvrières existant dans le pays pour le mercredi 14 septembre. Le mouvement, destiné à exiger une hausse générale des salaires et à protester contre la situation du pays en général, sera suivi dans tout le pays et laissera de nombreux morts (pour la seule ville de Bogota, le chiffre oscille entre 18 et 74, selon s'agit de la presse conservatrice ou libérale, actuellement dans l'opposition), ainsi que des milliers d'arrestations. A Barranca, il y aura des barricades et des coups de feu échangés avec l'armée.

Ce jour-là rien n'a fonctionné dans toute la ville réveillée dès la minuit du mardi par les pétards, les feux de bengale et les hauts-parleurs déversant à flots l'Internationale et l'hymne national pour fêter, malgré le couvre-feu, l'heure H du mouvement.

Perquisitions au siège du comité de grève et à d'autres endroits, une centaine de nouvelles arrestations, aggravation des mesures répressives, tout cela n'empêche pas que le peuple de Barranca a montré encore une fois sa force, apparaissant comme un exemple pour tout le pays.

Ce jour-là, du côté des autorités, c'est le grand jeu. Le chef de l'état major conjoint des armées prend lui-même «des mesures qui s'imposent». Quatre bataillons sont mobilisés et la ville peut s'enorgueillir de la présence du gouverneur du département accompagné du commandant de la 5^e brigade, spécialisée dans la lutte anti-guérilla. Cela n'intimidera pourtant pas les grévistes qui mèneront à bien leur mouvement. Il y a probablement eu des morts ce jour-là, mais le nombre en est impossible à vérifier.

L'USO résume alors en quatre points ses conditions pour mettre fin à la grève :
- réintégration des licenciés (dont le nombre s'élevait déjà à 77)
- levée de toutes les sanctions
- respect de la convention collective (comprenant tous les points antérieurement cités)
- restitution au syndicat de sa personnalité juridique.

Durcissement des positions

Pour la direction et le gouvernement, ces conditions sont inacceptables. Pour ce qui est de la convention collective, Ecopetrol avale, dans un communiqué diffusé par la presse et la radio le 5 septembre, reconnu ouvertement, tout en s'en justifiant, la possibilité que l'entreprise n'ait pas entièrement respecté les points de la convention. Cependant, 10 jours après, elle se rétracte dans un contre-communicé et n'en a pas démordu depuis.

A propos des licenciés, le Ministère des Mines et de l'Énergie s'empresse de réaffirmer qu'aucun ne sera réintégré, ces ouvriers étant tous considérés comme «dangereux au sein de l'entreprise».

Quant à la personnalité juridique du syndicat, au moment où la première suspension de deux mois allait prendre fin, on la prolonge pour un nouveau laps de trois mois.

Une bombe lancée le 16 octobre à l'intérieur d'un bus ou

se trouvaient plusieurs cadres en route pour la raffinerie fait un mort et déclenche une nouvelle série de détentions et de perquisitions violentes accompagnées d'une intense campagne envers l'opinion publique qui culmine avec un message du président Lopez - lequel se targue d'avoir été celui des présidents qui ait pu conserver les meilleures relations avec l'USO - condamnant la grève et assurant qu'il n'interviendra en aucune façon en faveur des travailleurs. L'USO a condamné l'attentat, considéré comme une provocation, mais on y revient toujours pour justifier la répression.

Le 24 octobre, la liste des licenciements s'élève à plus de 200. Au moment où un travailleur reçoit la lettre qui le chasse de l'entreprise, l'armée envahit sa maison et l'arrête. Plusieurs détenus ont été condamnés, en vertu d'un décret d'exception portant le numéro 2004 et promulgué en 1976, à des peines allant de 30 à 180 jours de prison.

Pour détruire le moral des travailleurs qui, assemblée après assemblée reconduisent la grève, les autorités ont recouru à de nouvelles méthodes d'intimidation, telle la tentative d'affamer les ouvriers et leurs familles en empêchant le fonctionnement des coopératives où ils s'approvisionnent habituellement : telle aussi cette mesure sans précédent dans le pays (prise le 20 octobre par le ministère de la défense) d'obliger 25 jeunes ouvriers en grève, réservistes, à reprendre le travail sous peine d'être incorporés dans l'armée ou considérés comme déserteurs. Parallèlement, on annonce que 60 jeunes actuellement sous les drapeaux et ayant autrefois travaillé pour Ecopetrol sont utilisés comme gardiens ou comme ouvriers.

Un signal d'alarme

Le cas de Barranca représente vraiment en petit ce qui pourrait se passer dans tout le pays si les militaires parvenaient un jour à prendre le pouvoir des mains de cette «démocratie» qui fait eau de toutes parts. C'est pourquoi, outre ses implications économiques, la victoire ou la défaite de la lutte actuellement menée par les ouvriers d'Ecopetrol représente une question cruciale pour la classe ouvrière de Colombie et pour le peuple colombien en général. Jusqu'à maintenant la solidarité des secteurs les plus divers s'est déjà largement fait sentir, notamment celle d'autres syndicats importants à l'échelle nationale comme FECODE (syndicat des enseignants), SITTE-LECOM (syndicat des travailleurs des télécommunications) également en conflit plus ou moins larvé. Cette solidarité inclut même certaines manifestations spectaculaires de plusieurs groupes de guérilla opérant dans le pays. Cependant l'USO qui vient de reprendre les négociations avec la direction d'ECOPETROL et le gouvernement lance un appel urgent à l'aide économique des syndicats et de tout le peuple, de façon à pouvoir conduire ce secteur à la victoire.